LE PEUPLE BRETON

ISSN 0245-9507

POBL VREIZH

N° 405 / 15 F

AUJOURD'HUI, ÊTRE LIBRE, C'EST ÊTRE INFORMÉ

SEPTEMBRE/GWENGOLO 1997



Écosse - Bretagne : 2 à 0

MIRACLE ou MI-RACLÉE ?

Le Ministère de l'Aménagement du Territoire a publié pendant la canicule une étude sur l'évolution de la population des différentes régions Françaises jusqu'à 2020. Evidemment, il ne peut s'agir que de «projections», comme dit l'auteur, «si une politique d'aménagement du territoire n'intervenait pas». On ne rigole pas dans les rangs s'il vous plaît.

Ce qui est donc, hélas fortement probable, de notre point de vue, et seulement envisagé par l'auteur, c'est pour la Bretagne :

– Une progression moindre de l'augmentation de la population, par rapport à la moyenne française (une différence de 2 %).

– Un vieillissement marqué, car l'évolution précédente, apparemment acceptable, à la rigueur, ne s'observe que «grâce» à une immigration importante de personnes entre 50 et 70 ans.

– Evidemment, en échange, une forte émigration des jeunes.

– une accentuation des disparités internes. **Par rapport à la moyenne française**, seul le département d'Ille et Vilaine s'en tire bien (+ 11 %), le Morbihan, comme la moyenne bretonne est à moins 2 %, le Finistère à moins 6 % et les Côtes d'Armor à moins 8 %.

Rien qui ne soit réjouissant, dans ces «projections». C'est, bien sûr un certain échec de l'UDB qu'on en soit encore à envisager de telles perspectives. Nous n'avons pas réussi à avoir suffisamment de pouvoir pour que les choses changent et nous n'avons pas réussi à convaincre suffisamment les Bretons de la nécessité d'une action politique et économique spécifique pour la Bretagne. Une majorité d'entre eux vote pour des partis QUI ACCEPTENT cette évolution négative.

C'est aussi une belle interrogation pour les inconditionnels du consensus mou et de l'optimisme béat, qu'on trouve aussi bien dans les milieux de la presse que dans les milieux politiques, ou le monde économique en Bretagne. Certes, il est plus confortable de baigner dans le jus majoritaire et de ne pas poser trop de questions difficiles. A la longue, ça use, et ça ne rend pas toujours gai. Il vaut mieux «faire avec», en «étant de bonne volonté», en restant «pragmatique», «sur le terrain», en – pardonnez-nous cette grossièreté – ne faisant pas chier.

Le problème est de savoir s'il n'y a pas un devoir de vérité, quelles que soient les modes passagères. Et si la recherche de cette vérité pas toujours confortable n'est pas le devoir premier de celui qui veut vivre debout, comme on dit.

Sans parler du souci d'efficacité véritable. On ne construit pas sérieusement en misant trop exclusivement sur le tourisme, en apprenant aux jeunes la résignation au départ vers d'autres pays avant d'essayer, sérieusement une intégration dans leur milieu naturel et dans leur culture, en ne posant pas les vrais problèmes de répartition des pouvoirs entre état et collectivités locales, en ne donnant pas à la culture bretonne une vraie chance de développement et de dynamisation globale. Entres autres.

Les prochaines élections régionales nous donneront l'occasion de revenir sur un sujet que d'autres éviteront sans doute. On aura constaté, en effet, qu'une étude d'une telle importance n'a pas déclenché la floraison de commentaires qu'a provoqué la parution d'un livre rédigé par un journaliste de qualification modeste, sauf erreur de ma part, intitulé «Le miracle breton». Ce titre allait effectivement dans le bon sens du vent des notables de droite comme de gauche. Cette fois, quelques pseudo-certitudes établies se font un peu bousculer. Le résultat de l'étude paraît au beau milieu de l'été. A une époque où ce qui fait vendre la presse, semble-t-il, c'est la fesse. Les journalistes font donc un travail de compte rendu pépère sur sable chaud, sans faire appel à des commentaires de personnalités. Et l'affaire est dans le sac.

La Bretagne, qu'on le veuille ou non, prend à cette occasion, une demie «raclée» qui vient effacer le pseudo miracle précédent. Tout le problème est de savoir si les Bretons vont accepter une absence prolongée d'aménagement du territoire. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu'ils réagissent. Mais nous constatons depuis longtemps la difficulté de la tâche. Et l'attribution du Ministère concerné à une minoritaire, en fonction de certaines pratiques bien connues, ne nous paraît pas porteuse d'espoirs romantiques, quant à l'efficacité d'une politique qu'on ne... voit pas nette.

POUR RÉAGIR AUX PROJECTIONS INQUIÉTANTES DU MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,

J'ADHÈRE À L'UNION DÉMOCRATIQUE BRETONNE

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Démocratique et ouverte

Le PB vit parce que, chaque mois, depuis plus de 33 ans, des abonnés, des citoyens font des dons au journal, ajoutent une somme au prix de leur abonnement, envoient des chèques ou des mandats. Ceux qui souhaitent rester anonymes le signalent. Chaque mois, ils témoignent leur soutien et renforcent le combat pour une Bretagne plus solidaire, plus développée, plus vivante. Ceci au grand jour, de façon démocratique et ouverte !

405

Les abonnés dont la bande-adresse porte ces numéros (ou tout numéro inférieur) sont invités à renouveler leur abonnement au plus vite pour éviter toute interruption dans l'expédition de leur mensuel préféré. Merci !

LE PEUPLE BRETON
POBL VREIZH

Mensuel - BP 203, 56102 Lorient cedex

Tél. 02.97.21.21.82

Fax 02.97.64.75.47

Responsable de la publication et de la rédaction : Joël Guégan

Rubriques culturelles, Pobl Vreizh : Jean-Jacques Monnier

Abonnements, administration : 9 rue Pinot Duclos, 22000 St-Brieuc.

Publicité : au journal

Éditeur : Les Presses Populaires de Bretagne

Composition, impression : IMPRAM, Lannion

CPAP : 66132

Dépôt légal : 3e trimestre 1997

Sommaire

Écosse - Bretagne : 2 à 0







...Façon simple, évidemment, d'exprimer rapidement une réalité politique complexe, mais l'Écosse, en deux occasions, s'est trouvée en situation nettement plus favorable que la Bretagne, cet été.

D'abord, comme chacun le sait, l'Écosse obtient dans la foulée des élections qui ont porté Tony Blair au pouvoir, la possibilité d'un statut qui lui permettra de faire, des choix important (environ 150 milliards de F... «contre» 3 pour la Bretagne avec son assemblée régionale. Deuxième score sévère : 150 à 3 !...). Voir nos pages «politiques».

Au même moment, les Bretons reçoivent un pavé (ou une «demi-raclée» – voir page 2 de couverture) sous la forme des «projections» du Ministère de l'Aménagement du Territoire, annonçant un avenir bien sombre.

Certains ne voudront pas établir un rapport entre deux évènements. Nous croyons qu'ils ont tort. Du côté des Écossais, on accède à un vrai niveau de responsabilité. Du côté breton, tout se passe comme si une trop grande résignation collective conduisait à un déclin accepté.

A part cela, notre PB permet à Yann Fiévet une heure de vérité, à Kristian Guyonvarc'h une mise au point au sujet des problèmes basques, à Mac des brèves musclées ; aux groupes Kad et Celtas Cortos de présenter leurs évolutions, aux «Peuples du Monde» de dire quelques vérités, et à d'autres encore de participer à ce rendez-vous mensuel, efficacement. On les remercie !

J. GUÉGAN

U.D.B. - FRONT NATIONAL : 2 à 0

Au printemps, l'U.D.B., par *"Le Peuple Breton"*, avait déjà marqué un point contre l'élu du Front National Le Rachinel. Celui-ci s'était "désisté" après avoir attaqué *"Le Peuple Breton"* pour refus de droit de réponse – *"Le Peuple Breton"* ayant estimé à juste titre que le texte du droit de réponse était largement abusif.

Le 28 août, après l'attaque pour diffamation, le Tribunal Correctionnel de Saint-Brieuc a relaxé le directeur du *"Peuple Breton"* et condamné notre adversaire aux dépens.

Merci à tous ceux qui nous ont soutenus dans cette période tout à fait inhabituelle, *"Le Peuple Breton"* n'ayant pas été attaqué depuis plus d'un quart de siècle !

D'autres que nous le disent !

Le Monde

ÉDITORIAL

L'Écosse en Europe

LA victoire des travaillistes en Grande-Bretagne n'en finit pas d'avoir des conséquences, pour nos voisins d'outre-Manche, et pour l'Europe. La dernière concerne l'Écosse, pour laquelle le gouvernement britannique a annoncé, jeudi 24 juillet, ses projets de *devolution,* c'est-à-dire d'autonomie *(Le Monde* du 26 juillet). Si tout se passe comme prévu, les Écossais devraient approuver, par référendum, le 11 septembre, ce vaste plan, qui modifie considérablement l'équilibre institutionnel de la Grande-Bretagne. Deux questions leur seront posées : veulent-ils créer un Parlement écossais et souhaitent-ils que celui-ci soit doté de pouvoirs fiscaux ?

Le processus serait dès lors le suivant : des élections auraient lieu en mai 1999 en É cosse et devraient aboutir à la mise en place d'un Parlement en l'an 2000. Les élus écossais pourraient lever des impôts et seraient autorisés à les augmenter ou à les réduire, à l'intérieur d'une fourchette de 3 %. Ils contrôleraient de la sorte un budget de l'ordre de 140 millions de francs. Les Communes de Londres, où siégeraient toujours des députés écossais, mais en nombre plus restreint, continueraient néanmoins d'avoir le dernier mot.

Mieux encore, ce Parlement d'Edimbourg désignerait un exécutif qui serait dirigé par un *first miniter.* On aurait ce paradoxe linguistique : un *prime ministrer* à Londres, et, singulière nouveauté, un *first minister* à Edimbourg. Ironie de l'histoire : Tony Blair est lui-même d'ascendance écossaise. Le fait que les Écossais envoient, depuis des lustres, une écrasante majorité de travaillistes aux Communes n'est pas étranger à l'opération qui s'engage.

Le premier ministre écossais serait responsable devant le Parlement d'Edimbourg. Mais, et c'est peut-être le plus important. Il pourrait représenter le Royaume-Uni *«lorsque cela sera approprié».* En clair, le premier ministre écossais, ou tout autre membre de l'exécutif d'Edimbourg, pourrait à l'occasion s'exprimer devant les conseils européens de Bruxelles.

Cette évolution est à la fois capitale et heureuse. Pour sortir de certains conflits nationalistes qui perdirent au sein de vieilles nations comme la Grande-Bretagne, la France ou l'Espagne, le système de l'autonomie est peut-être celui qui offre à l'Europe les meilleures chances de réussir. On le voit bien avec la Catalogne.

Les questions basque et irlandaise butent toujours sur la persistance d'un terrorisme aussi sanglant qu'obsolète. La voie écossaise, si elle suit le cours prévu, est probablement la bonne. Il s'agit de résoudre tranquillement, par l'autonomie et au sein de l'Europe, des conflits venus du fond des âges. Les Écossais sont britanniques depuis l'Acte d'union de 1707. Ils sont aussi européens. Comme les Catalans, les Basques... et les Bretons.

8 / LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 JUILLET 1997

Libre ton

Goûtez et Comparez

Régions : l'UDB envie l'Écosse

L'Union démocratique bretonne estime que l'Écosse et le pays de Galles, qui doivent se prononcer par référendum en septembre sur le statut d'autonomie proposé par le Premier ministre travailliste, sont un exemple pour la France et la Bretagne. L'UDB, dont les candidats aux législatives ont réuni entre 1 et 2 % des voix et qui ne dispose d'aucun élu régional, souhaite que ce débat et le redécoupage des régions Bretagne et Pays de la Loire en vue de rattacher la Loire-Atlantique à la région Bretagne «soient au centre des prochaines élections régionales».

Ouest-France, page «Bretagne», 29/7/97

Avec près de 2,5 % des voix dans la région administrative et 2 % en incluant la Loire-Atlantique, l'UDB a obtenu aux dernières législatives un résultat certes modeste mais néanmoins remarqué par les observateurs politiques qui n'ont pas manqué de rapprocher ce résultat, acquis dans un contexte particulièrement difficile, de celui, comparable, des régionales de 1992, ce qui laisse augurer une progression du vote autonomiste en mars 1998.

Ces 2,5 % semblent déranger «Ouest-France» qui, commentant un communiqué de presse de l'UDB relatif aux projets d'autonomie en Écosse et au Pays de Galles, a décidé de diviser par deux son résultat électoral aux dernières législatives. Rappelons que 13 des 22 candidats de l'UDB ont obtenu plus de 2 % et 2 candidats plus de 3 % (cf. Le Peuple Breton de juin). Notre demande de correctif, adressée au responsable de la page «Bretagne» de «Ouest-France», est restée sans suite.

En fait, «Ouest-France» – au moins dans sa page «Bretagne» – ne semble pas... blairer Blair. Surtout quand il donne des responsabilités aux Écossais. On le préfère quand on peut en faire un «modèle» de socialiste ramollo...

Les choix politiques sont clairs.

Autonomie pour l'Écosse et le Pays de Galles :
des leçons pour la Bretagne... et la France

Le 24 juillet, le nouveau gouvernement britannique de Tony Blair a présenté, conformément à ses engagements électoraux, deux projets d'autonomie pour l'Écosse et le Pays de Galles. Les Écossais et les Gallois auront à se prononcer par référendum, successivement le 11 et le 18 septembre. Actuellement l'Écosse et le Pays de Galles sont administrés, pour l'essentiel, par des services qui dépendent de deux ministres britanniques, respectivement affectés aux affaires écossaises et galloises.

Le projet d'autonomie pour l'Écosse (5 millions d'habitants) consiste dans un transfert de pouvoir de Londres à Edimbourg dans tous les domaines, à l'exception de la diplomatie, de la défense et de la politique macroéconomique. Selon le ministre britannique des Affaires écossaises, Donald Dewur, cette répartition des compétences pourra être revue si les indépendantistes deviennent majoritaires. Ces pouvoirs seront exercés par un Parlement de 129 membres, dont 73 issus des circonscriptions législatives actuelles, le reste provenant de listes élues à la proportionnelle, et par un exécutif dirigé par un «first minister». Responsable d'un budget de 14,2 milliards de livres (150 milliards de francs), l'Écosse pourra lever des impôts, hausser et baisser la fiscalité dans une fourchette de 3 % (soit un volant de 5 milliards de francs aujourd'hui) et légiférer dans ses domaines de compétence. «Last but not least», dans ses domaines de compétence l'Écosse pourra participer directement aux travaux du Conseil des ministres de l'Union européenne, à l'instar des laender allemands et des régions autonomes de Belgique.

Le projet d'autonomie pour le Pays de Galles (2,7 millions d'habitants) consiste dans la création d'une Assemblée de 60 membres, dont 40 seront élus au scrutin uninominal à un tour dans les circonscriptions législatives actuelles et 20 avec une dose de proportionnelle. A la différence du Parlement écossais, l'Assemblée galloise n'aura pas le pouvoir de légiférer mais elle sera consultée dans la plupart des domaines, à l'exception de la défense, de la diplomatie et de la politique macroéconomique, fiscale et sociale. Le gouvernement britannique comportera toujours un ministre des Affaires galloises, aux fonctions amoindries. Il partagera avec la nouvelle Assemblée galloise la responsabilité d'un budget de 7 milliards de livres (75 milliards de francs). Rappelons que le budget de la région administrative Bretagne (sans la Loire-Atlantique) n'est que de 3 milliards de francs pour une population de 3 millions d'habitants.

Le Scottish national party (SNP) pour l'Écosse et le Plaid Cymru (Parti Gallois) pour le Pays de Galles ont décidé, malgré des réserves, d'appuyer les projets du gouvernement Blair. Seuls les Conservateurs entendent y faire obstacle ; mais ces derniers ne pèsent que 17,5 % des voix en Écosse et 19 % au Pays de Galles et ils n'y comptent plus un seul député. L'adoption des projets d'autonomie par les peuples écossais et gallois ne fait donc guère de doute.

Il est clair que, sur deux points fondamentaux, le projet proposé aux Écossais va nettement plus loin que celui qui sera soumis aux Gallois : droit de légiférer, représentation directe dans certaines instances de l'Union européenne. Il faut y voir sans doute des raisons historiques (le Pays de Galles a été annexé de facto au royaume d'Angleterre au début du 16e siècle alors que l'Écosse et l'Angleterre ont officiellement fusionné en 1707) et sociologiques (le sentiment national est plus affirmé en Écosse qu'au Pays de Galles dont le sud a connu une forte immigration anglaise), mais ce traitement différencié signifie surtout la reconnaissance par Londres d'un vote «nationaliste» plus fort en Écosse (22 % pour le SNP aux dernières élections) qu'au Pays de Galles (10 % pour le Plaid Cymru). L'UDB s'en trouve forcément confortée dans son approche politique de la question bretonne : les États centralisés n'abandonnent pas volontiers de leur pouvoir, voter breton est la seule façon de gagner notre autonomie. Ni le PS ni aucun autre parti parisien ne fera cette «fleur» à la Bretagne, seul un rapport de forces plus favorable à l'UDB peut provoquer des changements réels. C'est aussi la leçon que pourront méditer ceux qui ont quitté l'UDB dans les années 80, après les premières lois de décentralisation, pour intégrer le PS, pensant sincèrement y être plus efficaces. La voie royale était une impasse.

L'autonomie pour une Europe plus équilibrée et pacifiée

Dans un éditorial intitulé «L'Écosse en Europe» (27/7/1997), le journal Le Monde a commenté en ces termes le projet du gouvernement britannique pour l'Écosse : «Pour sortir de certains conflits nationalistes qui perdurent au sein de vieilles nations comme la Grande-Bretagne, la France ou l'Espagne, le système de l 'autonomie est peut-être celui qui offre à l'Europe les meilleures chances de réussir. On le voit bien avec la Catalogne (...). Les Écossais sont britanniques depuis l'Acte d'union de 1707. Ils sont aussi européens. Comme les Catalans, les Basques... et les Bretons».

On pourra contester l'emploi par Le Monde du terme de «nation» au singulier pour décrire des États comme la Grande-Bretagne où la reconnaissance des nations écossaise et galloise, au moins sur un plan culturel et sportif, est acquise de longue date, mais on ne peut que partager cette idée selon laquelle l'autonomie des peuples et des régions et la construction européenne ont partie liée. La Bretagne aussi a besoin d'autonomie car l'autonomie est la condition sine qua non d'une vraie responsabilité politique, économique et culturelle sans laquelle la Bretagne n'aurait aucune chance de participer activement à l'Europe de demain, qui s'étendra jusqu'à l'Oural. L'alternative à l'autonomie, c'est subir le libéralisme et le centralisme comme une victime résignée du système ou prendre le risque, pour le pouvoir central, d'alimenter les tentations du recours à la violence et les extrémismes, ce que la Bretagne a su jusqu'à présent éviter, non sans l'apport constructif de l'UDB.

On est aussi en droit d'espérer que l'autonomie des Écossais et des Gallois aidera au règlement pacifique du conflit en Ulster. Pour deux raisons. D'abord parce que l'affirmation politique du caractère plurinational de la Grande-Bretagne devrait sortir le conflit nord-irlandais de la logique séculaire d'un affrontement anglo-irlandais («deux îles, deux nations»). Ensuite parce que la majorité des unionistes nord-irlandais ne sont pas d'origine anglaise mais écossaise. Or l'Écosse doit son nom aux Scots, un peuple gaélique venu... d'Irlande. Alors que les Écossais aux lointaines racines irlandaises aspirent de plus en plus à se libérer de trois siècles de centralisme anglais, comment des Irlandais d'origine écossaise pourraient-ils voir leur avenir longtemps encore dans ce centralisme-là ? Il est temps que la spirale septentrionale du triskell, figure symbolique des migrations ancestrales et des nouveaux échanges interceltiques, redevienne fertile. Il n'appartient qu'aux hommes...

K.G.

Comme les Ecossais, je souhaite une dévolution pour mon pays. Donc j'adhère à l'Union pour la Dévolution Bretonne, c'est-à-dire l'U.D.B.

Nom.....

Prénom.....

Adresse.....

.....

.....

A partir des exemples écossais et gallois

l'UDB lance une campagne en faveur de l'autonomie régionale

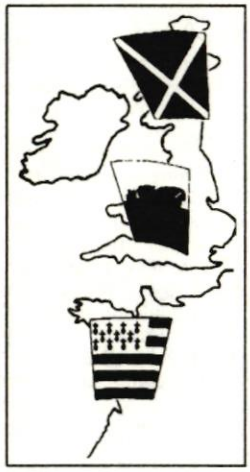
Les peuples écossais et gallois seront appelés à se prononcer, respectivement le 11 et le 18 septembre, sur un projet d'autonomie régionale qui leur permettra de disposer de réels pouvoirs et de gérer un budget par habitant environ 30 fois supérieur à celui de la Région Bretagne à 4 départements.

A partir de cet événement d'une portée considérable dans la construction de l'Europe des peuples et des régions, l'UDB a décidé de mobiliser un maximum de Bretons en faveur de l'autonomie interne. **Premier acte : la diffusion d'une pétition.**

Les rencontres interceltiques, de plus en plus nombreuses chaque été, ont déjà permis aux acteurs culturels bretons de mesurer le fossé qui sépare la culture bretonne des autres cultures celtes dans le soutien qu'elles reçoivent des pouvoirs publics. A titre d'exemple, la population galloisante dispose d'une chaîne de télévision en langue galloise depuis 1982, de même que les 70.000 Écossais qui parlent le gaélique. L'autonomie dont les Écossais et les Gallois bénéficieront dans la plupart des domaines avant l'an 2000 doit sensibiliser les Bretons au risque de marginalisation politique et économique qu'induirait un *statu quo* institutionnel en France. Entre la Catalogne et l'Ecosse, la Bretagne doit se construire un avenir en gagnant son autonomie, ce qui suppose de se libérer du mythe de l'État centralisé tout-puissant.

Seule une force politique authentiquement bretonne est à même de placer au centre du débat public la question des autonomies régionales en Europe et de leurs implications pour la Bretagne. L'UDB entend remplir ce rôle.

Bretons, comme les Écossais et les Gallois donnons de vrais pouvoirs à notre Région



Le 24 juillet, le nouveau gouvernement britannique de Tony Blair a présenté ses projets d'autonomie régionale pour l'Écosse et le Pays de Galles. Les Écossais et les Gallois auront à se prononcer par référendum, les premiers le 11 septembre, les seconds le 18.

Si les Écossais acceptent le projet qui leur est proposé, dans deux ans l'Écosse aura le pouvoir dans tous les domaines à l'exception de la diplomatie, de la défense et de la politique macroéconomique. L'Écosse (5 millions d'habitants) disposera d'un budget de 150 milliards de francs, à comparer aux ridicules 3 milliards de francs de la région Bretagne à quatre départements (sans la Loire-Atlantique). Le nouveau Parlement écossais pourra voter des lois et les ministres écossais pourront participer directement aux travaux du Conseil des ministres de l'Union européenne pour y défendre les intérêts de l'Écosse (agriculture, pêche, industrie, droits sociaux, culture, environnement).

Le Projet d'autonomie pour le Pays de Galles (2,7 millions d'habitants) est plus modeste, mais il permettra quand même à la nouvelle Assemblée galloise de gérer un budget de 75 milliards de francs et de participer à l'élaboration des lois dans la plupart des domaines, à l'exception de la diplomatie, de la défense et de la politique macroéconomique, fiscale et sociale.

Dans un éditorial intitulé ***«L'Écosse en Europe»*** (27 juillet), le journal *Le Monde* a commenté en ces termes le projet du gouvernement britannique pour l'Écosse : ***«Le système de l'autonomie est peut-être celui qui offre à l'Europe les meilleures chances de réussir. On le voit bien avec la Catalogne (...) les Écossais sont britanniques depuis l'Acte d'union de 1707. Ils sont aussi européens. Comme les Catalans, les Basques... et les Bretons».***

Oui, comme les Catalans aujourd'hui et les Écossais demain, les Bretons ont le droit de revendiquer de vrais pouvoirs politiques, économiques et culturels pour leur Région, une région enfin réunifiée avec la Loire-Atlantique. Les Bretons ont besoin d'une Région forte pour participer activement à l'Europe du XXI[e] siècle, qui s'étendra jusqu'aux portes de la Russie. Une région forte pour créer des emplois et développer la culture bretonne.

Pour réussir la Bretagne et l'Europe, je m'engage pour une Région forte

Nom et Prénom	Adresse	Signature

A retourner à : Union Démocratique Bretonne (UDB) - B.P. 203 - 56102 An Oriant / Lorient Cedex

Régionales : l'UDB sera présente

Après des élections législatives anticipées qui nous ont beaucoup mobilisé, une nouvelle campagne électorale s'annonce. En mars prochain les Bretons renouvelleront leurs élus régionaux. Auront-ils conscience du sens de leur vote à l'heure où, dans le sillage des régions d'Allemagne et d'Espagne, l'Écosse et le Pays de Galles s'apprêtent à gagner leur autonomie ? Feront-ils le choix de la responsabilité et de la solidarité conjuguées ?

Depuis trois mois les élections régionales sont surtout l'objet de manœuvres tactiques. Les remous qui ont agité le PS cet été autour de la question du mode de scrutin régional semblaient davantage motivés par des rapports de force internes au PS (fabusiens contre jospinistes) et par le souci de piquer des conseils régionaux à la droite que par celui de rendre enfin possible, quinze ans après les premières lois de décentralisation, l'émergence d'un véritable débat politique régional sans lequel le mot «démocratie» n'a guère de sens. La réforme électorale que préconisent les fabusiens à l'intérieur de l'appareil du PS, à savoir la transposition du mode de scrutin municipal à deux tours tout en conservant le cadre départemental, serait une grave régression du point de vue démocratique. Sa transposition au niveau non plus des départements mais des régions administratives existantes, comme d'autres le suggèrent, reviendrait à noyer les Bretons de Loire-Atlantique dans le magma des Pays de la Loire. Le PS a prévu d'arrêter sa position le 26 ao0t. Soyons clairs : si le PS entend laminer les courants d'expression actuellement minoritaires à gauche en les privant de toute représentation électorale et s'il conforte le découpage administratif hérité du régime de Vichy, il doit s'attendre à ce que l'UDB lui mène la vie dure dès la rentrée. Notre premier axe de campagne serait tout trouvé.

Pour permettre à la gauche dans sa diversité de gagner proprement les prochaines élections régionales en Région Bretagne, nous avons ouvert une porte en novembre 1996 lors de notre dernier congrès. Cette porte reste ouverte, mais l'UDB ne jouera pas les courants d air. Nous devons être réalistes : l'état d'esprit qui règne chez nos principaux partenaires potentiels (PS, PC, Verts) n'est pas au rassemblement pour battre la droite et rnener une autre politique. Le PS, grisé par ses résultats du printemps, confond le 2e tour des législatives, qui lui a permis de rassembler autour de ses candidats toutes les sensibilités de gauche, avec l'unique tour des régionales. Or si le PS ne veut pas d'une union sincère qui reconnaisse l'apport de chacun, il ne recueillera en mars prochain que ce que pèsent ses candidats au1er tour d'une élection à deux tours, c'est-à-dire autour de 25 %, loin derrière la droite rassemblée. Le PC, obsédé par l'image d'un PS hégémonique à gauche, veut d'abord se compter en espérant améliorer son score de 1992. Les Verts quant à eux s'apprêtent en Bretagne comme ailleurs à rejouer le scénario des législatives : tirer à boulets rouges sur le PS, pour rassurer leur noyau dur, tout en espérant conclure un accord avec les socialistes pour non pas cette fois gagner quelques députés mais conserver une représentation au Conseil Régional. Le PS y trouvera-t-il son compte, sachant que les candidats verts aux législatives n'ont recueilli que 3,5 % des voix en Région Bretagne, soit un petit point de plus que l'UDB ? Quoi qu'il en soit, il sera plus difficile aux Verts de jouer la «pureté originelle», maintenant qu'ils participent à la gestion des affaires au niveau de l'État. Il n'y a pas d'alliance sans compromis, et les Verts de Bretagne vont devoir l'admettre ou sinon disparaître du Conseil Régional.

L`hypothèse la plus vraisemblable est donc celle d'une dispersion des suffrages à gauche qui fera le jeu de la droite et qui pourrait lui permettre de garder la majorité des sièges tout en étant minoritaire en voix. Si cette hypothèse se confirme, l'UDB devra mener le combat électoral en toute autonomie et sur ses valeurs : responsabilité, identité, solidarité, écologie. Les résultats que nous avons obtenus aux récentes législatives, somme toute assez comparables à ceux des listes «Peuple breton, peuple d'Europe» auxquelles l'UDB avait participé aux régionales de 1992 (mais acquis cette année dans un contexte bien plus difficile), laissent augurer une progression assez significative du vote autonomiste en 1998. Dans quelles proportions ? Impossible à dire, mais le dynamisme de la campagne sera sans aucun doute déterminant.

Le 14 septembre, l'UDB confirmera devant la presse la présentation de 5 listes aux régionales, autant que de départements bretons (si le mode de scrutin n'est pas modifié), et exposera ses thèmes de campagne. Elle assumera les responsabilités qui lui incombent en tant que seul parti capable de porter dans l'ensemble de la Bretagne les valeurs de la gauche, de l'écologie et de l'identité bretonne.

C.G.

Jean-Paul II avec nous

Le pape a pris une position intéressante à Longchamp. Il a invité les Jeunes à vivre debout. Merci pour ce complément indispensable au Peuple Breton de l'été qui a été consacré aux «festivités» et qui a été interprété par certains comme un encouragement à vivre à quatre pattes.

Et puis, sur le fond, l'UDB, depuis qu'elle existe représente en toute circonstance un appel à vivre debout, pour tous les Bretons de bonne volonté. *Le Peuple Breton*, pour sa part, essaie de ne pas être le journal de La Ronflette.

Eh bien alors !...

Le curry et les richesses de l'humanisme

La canicule a encore frappé, le 13 août entre autres. Dans la rubrique «Etranger» de notre dangereux concurrent, *Ouest-France*, apparaît ce titre fulgurant, après «l'Inde fête jeudi les cinquante ans de son indépendance» (en caractères moyens) : ILS ONT CONVERTI LES ANGLAIS AU CURRY (en gros caractères). Le tout signé par MF Golinsly dont le nom est bien connu de ceux qui ne se contentent pas des pages locales.

Saisis qu'on a été, nous autres par la magnifique dimension donnée au peuple indien. D'accord, les Anglais ont des têtes cochons, comme disent nos marins fatigués, et pour leur faire manger quelque chose de convenable, il faut être doué. Mais quand même.

Réduire l'apport le plus symbolique d'un peuple à un ingrédient offert à la cuisine anglaise, ça vous a un air franchouillard du type *France Soir* qui nous a surpris. On a un peu, au contraire, la conviction que les Indes, au-delà de misères atroces, ont des richesses culturelles largement aussi respectables que d'autres. On ne citera personne.

Si on continue comme ça, on pourra trouver sur la «une» de *Ouest-France* des titres du genre : La France fête l'anniversaire de son indépendance. ELLE A APPORTÉ LE PORTE-JARRETELLES AUX PAYS ARABES.

3e réunion ordinaire de 1997 — Séance du 30 juin 1997

Vœu relatif à la réunification administrative de la Bretagne

La réunification administrative de la Bretagne – avec le rattachement de la Loire-Atlantique – est légitimée par des éléments historiques, culturels, sociologiques, juridiques.

Le Conseil régional de Bretagne souhaite l'ouverture d'un large débat sur ce thème entre les deux Régions concernées.

Adopté

Réunification administrative de la Bretagne :

après les vœux, les Bretons attendent des actes

L'Union démocratique bretonne (UDB) enregistre avec satisfaction le vœu que le conseil régional de la Région Bretagne (4 départements) a adopté le 30 juin, à l'unanimité moins 1 abstention, en faveur de la réintégration administrative de la Loire-Atlantique en Bretagne.

Ce vote est intervenu 56 ans jour pour jour après le décret inique du régime de Vichy qui sépara, sur le plan administratif, le pays nantais du reste de la Bretagne.

Sachant que le conseil général de la Loire-Atlantique s'est déjà exprimé plusieurs fois en faveur de cette réunification administrative, rien ne saurait plus s'y opposer sauf un diktat parisien.

L'UDB demande que la parole soit enfin rendue aux citoyens bretons. Un référendum doit être organisé sur l'ensemble du territoire de la Bretagne historique avant mars 1998 afin que les prochaines élections régionales permettent pour la première fois à tous les Bretons de se prononcer sur l'avenir de leur région.

Communiqué de presse UDB, le 2 juillet 1997

Pourquoi demander un référendum ?

Quelques associations qui se disent favorables à la réunification administrative de la Bretagne ont souhaité faire connaître publiquement leur désaccord avec l'UDB sur l'idée d'une consultation populaire par voie de référendum. Tel est leur droit bien sûr. Elles justifient leur opposition en rappelant, à juste titre, que le régime de Vichy ne s'était pas embarrassé de consulter les Bretons avant de séparer la Loire-Atlantique, alors Loire-Inférieure, du reste de la Bretagne.

Dans l'absolu, ces associations ont raison. Ce qu'un décret de Vichy a fait en 1941 ou plutôt "défait" puisqu'il s'agissait de diviser et d'affaiblir la Bretagne, un décret de la République peut le «refaire». Sur le tableau noir où s'énoncent les théories mathématiques, cet axiome est imparable. Hélas, la politique est tout sauf une science exacte.

Après deux élections régionales au suffrage universel qui ont donné au conseil régional des Pays de Loire une légitimité électorale sinon démocratique, qui peut croire sérieusement que le redécoupage administratif à l'ouest du bassin parisien s'obtiendra par un simple décret gouvernemental ? Qui peut croire que nous ferons l'économie d'un débat avec les populations diverses qui composent cette entité administrative, certes artificielle, mais néanmoins réelle ? La réunification administrative de la Bretagne ne s'obtiendra pas en catimini.

En demandant un référendum, l'UDB a choisi de se placer sur le terrain de la légitimité démocratique. Qu'y a-t-il de plus démocratique qu'un référendum ? J'entends dire que les conditions d'un traitement équitable des uns et des autres dans les medias ne seraient pas réunies. Le risque existe, mais il est bien faible en comparaison de la tribune incomparable qu'une procédure référendaire fournirait aux partisans de la réunification. Et si les opposants l'emportaient ? Possible, quoiqu'improbable si l'on veut bien prendre en considération les résultats du seul sondage réalisé sur la question (1), mais c'est la règle du jeu démocratique. Nous ne pensons pas qu'on puisse, au nom de l'histoire, imposer la volonté d'une minorité, aussi «éclairée» et juste soit-elle. Toutes proportions gardées, c'est au nom de l'histoire que les extrémistes serbes prétendent chasser les Albanais du Kosovo, que Milosevic décrivait en 1989 comme le «berceau de la nation serbe». Et c'est au nom de ce «berceau» que Milosevic a fait de l'ex-Yougoslavie un charnier.

L'UDB continuera de revendiquer l'organisation d'un référendum sur la question de la réunification administrative de la Bretagne, par réalisme politique et parce qu'elle est confiante dans l'attachement à la Bretagne et le bon sens de nos compatriotes du Pays Nantais.

Lan Ar Bihan

(1) A la demande du bureau nantais de FR3, l'École Supérieure de Commerce de Nantes avait posé la question à un échantillon représentatif de la population de Loire-Atlantique en 1985. Plus de 63 % des personnes interrogées s'étaient déclarées favorables à la réunification (jusqu'à 67 % au sud de la Loire !), le dernier tiers se répartissant entre les opposants et les sans opinion.

ETA, premier ennemi du peuple basque

L'UDB condamne le lâche assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido, conseiller municipal d'Ermua. Aucun objectif politique ne peut justifier ce type d'exécution caractéristique des systèmes totalitaires.

Sourde aux appels de 500.000 manifestants rassemblés à Bilbo/Bilbao, l'ETA apparaît clairement comme le premier ennemi du peuple basque dont elle prétend servir la cause.

Le temps est loin où, persécuté par le régime franquiste, le peuple basque soutenait les actions militaires des clandestins. Les authentiques patriotes basques qui ont survécu au martyre de Gernika et mené la lutte contre la dictature durant 40 années portaient en eux des valeurs universelles. Ceux qui agissent aujourd'hui au nom de l'ETA sont les derniers «desperados» d'un combat sans idéal ni éthique. Derrière le masque romantique de la lutte clandestine se cache le visage hideux de l'inhumanité.

En ces temps cruels pour le Pays Basque, l'UDB renouvelle son soutien à son partenaire Eusko Alkartasuna, membre du gouvernement basque et qui revendique le droit à l'autodétermination pour Euskadi par des moyens pacifiques et démocratiques.

Communiqué UDB, le 13 juillet 1997

«Basques, oui ! ETA, non !»

Ce slogan, des centaines de milliers de Basques l'ont scandé dans les jours qui ont suivi l'exécution, le 12 juillet, de Miguel Angel Blanco Garrido. Un slogan qui traduisait toute la haine mais aussi la honte que ce peuple, fier ô combien de son identité, éprouve pour l'organisation terroriste qui prétend agir en son nom.

L'assassinat de Miguel Angel Blanco Garrido n'est pas une mort de plus dans la sale guerre que se livrent l'ETA et l'État espagnol depuis la mort du dictateur Franco. En refusant d'entendre les appels d'une foule immense qui était descendue dans les rues de Bilbao (Bilbo) le jour annoncé de son exécution, l'ETA a démontré que la cause basque que ses fondateurs en 1959 entendaient défendre n'est plus désormais qu'un prétexte. Il est clair, pour qui veut ouvrir les yeux, que le Pays Basque, livré à ces hommes-là, connaîtrait les tourments d'un régime intolérant, indifférent aux souffrances humaines.

On est en droit de se demander si l'État espagnol n'a pas poussé le cynisme jusqu'à se satisfaire de l'existence d'une ETA très affaiblie depuis bien des années mais encore en capacité de tuer, dans le seul but de réduire le vote «nationaliste» au Pays Basque. Dans une interview au Monde (19/7/1997), le ministre espagnol de l'Intérieur, Jaime Mayor Oreja, n'est pas loin de l'avouer : ***«Paradoxalement, l'ETA, née pour détruire l'Espagne et l 'affaiblir, a réussi à faire t``ut le contraire : la lutte contre le terrorisme est devenu un élément d'unité nationale formidable, l'ETA nous unit chaque fois davantage».*** Les observateurs politiques ont pu noter que depuis une dizaine d'années le total des suffrages qui se portent sur les partis basques, Herri Batasuna et les partis hostiles à la violence (Parti nationaliste basque, Eusko Alkartasuna) additionnés, ne cesse de diminuer. Près de 65 % au milieu des années 80, à peine 50 % aujourd'hui. Euskadiko Eskerra, parti de gauche né de la disparition, au début des années 80, de l'ETA politicomilitaire (plus marxiste que l'ETA militaire encore en activité), a même fini par intégrer le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol) de Felipe Gonzalez. Cette chute globale du vote «abertzale» (patriote) a profité à la gauche communiste espagnole (Izquierda Unida), quasiment absente du Pays Basque il y a encore quelques années, dans une moindre mesure au PSOE, mais surtout à la nouvelle droite espagnole, le Partido Popular, dont on sait que le premier leader, Manuel Fraga Iribarne, aujourd'hui président de la communauté autonome de Galice, fut ministre espagnol sous Franco. Un comble pour ce peuple basque qui a souffert le martyre à Gernika !

En Catalogne, en Galice et aux Asturies, au contraire, le vote «nationaliste» se maintient ou progresse, essentiellement au profit des partis autonomistes ou indépendantistes de gauche.

Oui, on est en droit de se poser la question : qui des commandos meurtriers du GAL, chargés, dans les années 80, par de hautes autorités espagnoles d'éliminer des militants basques réfugiés en France, ou de l'ETA a le plus affaibli la cause basque ? L'ETA, premier ennemi du peuple basque, n'est-elle pas devenue le principal instrument de la normalisation espagnole en Euskadi ?

Des leçons à tirer en Bretagne

Le rejet de l'ETA, de ses méthodes violentes et de ses relais dans la société civile par une large majorité de Basques ne peut laisser indifférents les militants bretons, politiques ou culturels, naturellement sensibles aux événements d'Euskadi.

Lorsque les magistrats Laurence Le Vert et Irène Stoller ont exposé la thèse de l'existence d'un réseau de soutien logistique à l'ETA en Bretagne pour justifier les rafles policières qui ont touché plus de 200 Bretons, l'UDB a pris le temps de l'examen et de la réflexion, ce que certains milieux bretons radicaux, proches d'Herri Batasuna, lui ont sévèrement reproché sur l'air bien connu des «traitres à la cause». Il nous est apparu assez vite que la grande majorité des personnes interpellées n'avaient fait que répondre à des motivations d'ordre humanitaire, sachant que des associations comme Amnesty International mais aussi des institutions internationales comme le Conseil de l'Europe et la commission des droits de l'homme des Nations Unies ont dénoncé dans un passé récent des cas répétés de tortures et de morts suspectes dans les locaux de la police et de l'armée espagnoles. La personnalité controversée de Mmes Stoller et Le Vert, membres de la très droitière Association professionnelle des magistrats (APM), proches de Charles Pasqua (la première des deux fut même candidate à des élections aux côtés de l'escroc en fuite Didier Schuller) et toutes deux décorées par l'Espagne, nous a convaincus qu'il s'agissait d'un montage médiatique à usage politique. Pour autant, nous n'avons jamais écarté l'hypothèse que des membres actifs de l'ETA aient pu bénéficier d'un soutien logistique en Bretagne auprès de quelques personnes parfaitement renseignées sur l'identité des "réfugiés". Il va de soi que l'UDB, dont la position sur la violence politique n'a pas varié depuis 1964, ne saurait cautionner une démarche de soutien à l'ETA alors que chaque opinion peut s'exprimer librement au Pays Basque.

L'UDB ne peut ignorer non plus les retombées du problème basque sur les idées que le Mouvement breton, qu'il soit politique ou culturel, s'efforce de diffuser dans un contexte encore largement défavorable, notamment sur un plan médiatique. Quand de pseudojournalistes, à la télévision, à la radio et dans la presse écrite françaises, qualifient les membres d'ETA d'«autonomistes», non seulement ils insultent la réalité puisque ETA et Herri Batasuna sont violemment anti-autonomistes, mais ils créent un amalgame douteux entre le terrorisme et une opinion politique tout à fait respectable et largement répandue en Europe (tous les citoyens allemands, espagnols et belges vivent sous le régime des autonomies régionales). Faut-il voir dans cet amalgame le fruit de l'incompétence (qu'apprend-on alors aux futurs journalistes dans les Instituts d'études politiques ?) ou une volonté de nuire à des mouvements comme l'UDB en Bretagne ? Toujours est-il que le résultat de cet amalgame chez une population largement sous informée sur ces questions ne peut qu'être négatif pour les idées autonomistes en général et pour l'idée d'une autonomie culturelle de la Bretagne en particulier.

En tout état de cause, ceux qui trouvent encore des excuses à l'ETA et se sont contentés, dans le meilleur des cas, de ***«déplorer»*** la fin tragique de Miguel Angel Blanco Garrido, en parlant non pas d'assassinat mais de ***«mort»*** (comme s'il s'était agi d'un accident de chasse!), jouent objectivement contre les intérêts de la Bretagne.

C. GUYONVARC'H

L'UDB reçoit un ultimatum

Le 24 juillet 1997
(reçu le 7 août)

à Christian Guyonvarc'h, porte-parole de l'UDB
et à l'Union démocratique bretonne

«Suite au communiqué intitulé «L'ETA ennemi du peuple basque», communiqué dont nous avons pu lire le texte intégral, nous souhaitons attirer votre attention sur les faits suivants :

Le mardi 22 juillet 1997, les quotidiens espagnols «El Pais» et français «Le Monde» ont publié une information faisant état de la mort à la prison d'Albacete (Espagne) de Juan Carlos HERNANDO «Peli», arrêté en 1994 et condamné à 6 ans de prison pour «collaboration à bande armée». Ce détenu a été retrouvé pendu dans sa cellule dans la nuit du 20 au 21 juillet. Il avait les mains liées derrière le dos, ce qui nous semble une pratique assez originale de la part d'un candidat au suicide (1).

Le ministre espagnol de l'Intérieur a confirmé la thèse du suicide. De son Côté, la coalition indépendantiste Herri Batasuna a mis en cause la version officielle et a vu dans cette mort un assassinat. Pour sa part, le conseil municipal d'Arrigorriaga où vivait HERNANDO «Peli» avant son arrestation a, lui, à l'unanimité des élus (PNV, EA, HB, IU-EB, PSOE-EE et PP), voté un texte qui parle de «suicide ou assassinat» et poursuit «le fait est que Peli a été emmené vivant dans les prisons de la dispersion et qu'ils nous l'ont rendu mort (...). Actuellement nous ne savons pas si la mort de HERNANDO est un suicide ou un assassinat. Nous attendrons probablement 10 ou 15 ans pour savoir toute la vérité, comme dans d'autres cas».

Enfin. le porte-parole de «Gestoras Pro Amnistia» a déclaré : «Il n'avait pas de raison de se suicider. Il préparait un examen de mathématiques, il avait déclaré à sa femme qu'il souhaitait voir le gosse (4 ans) et il lui restait à peine un an de prison. De fait, il avait déjà purgé les trois quarts de sa peine, et, légalement, il aurait dû être en liberté».

Nous souhaitons :

1 – savoir si les informations ci-dessus vous sont parvenues, à toi et à ton parti,

2 – si vous souhaitez réagir à ce sujet,

3 – avoir connaissance de la déclaration éventuelle que vous rendrez publique.

Nous souhaitons, bien entendu, une réponse écrite à cette lettre, réponse que vous pourrez faire parvenir à l'adresse indiquée. Nous vous en remercions par avance,

Il va de soi que, sans réponse dans un délai raisonnable, nous ferons connaître le texte de la présente lettre».

(1) C'est d'ailleurs la deuxième fois que cela arrive en l'espace de quelques mois.

Précision de la rédaction

Ce texte était accompagné, sur une feuille à part, d'une sorte de pétition signée par une dizaine de personnes dont il est impossible de savoir si elles ont lu le texte auquel elles sont supposées avoir adhéré. L'auteur du texte y fait figurer son adresse.

La démocratie contre l'intoxication

Parce qu'elle s'est exprimée, sans pratiquer la langue de bois, après l'assassinat du conseiller municipal basque Miguel Angel Blanco Garrido et qu'elle n'a pas adhéré à la thèse, non vérifiée à ce jour, de la mort provoquée d'un militant de l'ETA emprisonné, l'UDB a reçu d'une personne dont nous tairons le nom, car sa propre publicité est le principal moteur de ses actions, une lettre qui prend la forme d'un ultimatum. Il va de soi que ces méthodes d'intimidation ne sauraient nous émouvoir ; quand on a quelque chose à dire, on le dit, un point c'est tout !

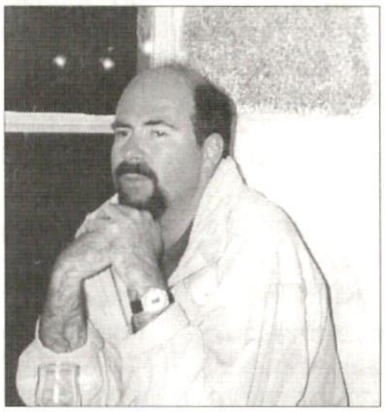
L'UDB n'a ni l'objectif ni la prétention d'imposer ses vues, sur la question basque pas plus que sur les autres, mais elle n'entend pas pour autant se plier aux injonctions de quelques individus qui pratiquent à l'envi la pression psychologique sur l'air bien connu du «Si tu n'es pas avec nous, tu es contre nous».

Interrogés par l'UDB sur les circonstances de la mort de Hernando «Peli», voici ce que nous ont répondu nos partenaires d'Eusko Alkartasuna (Solidarité basque), parti social-démocrate qui revendique le droit à l'autodétermination mais s'oppose à la violence : ***"La municipalité d'Arrigorriaga, même si'***

suite page 15

L'heure de vérité

Au moment où je m'apprête à rédiger le 33e article de cette rubrique qu'un journal vieux de 33 ans accepte de publier sans jamais rien m'imposer, l'envie me vient – il est peut-être temps – de dire ce qu'est pour moi ce *Leurre de vérité*. Article inhabituel donc, tout comme est inhabituel l'usage du «je» à aucun moment présent dans les articles précédents.



Yann Fiévet

L'heure du leurre

Curieux titre que celui de cette rubrique désormais familière, puisque d'emblée il suscite une interrogation. Ce leurre de la vérité concerne-t-il le contenu de l'article ou le monde qui sert de matière à l'article ? Si la vérité n'est pas dans cette rubrique, l'auteur ne pouvant prétendre la détenir, elle se garde bien toutefois de vouloir leurrer le lecteur par ses interprétations de ce qui l'entoure. C'est donc bien, en revanche, ce qui nous environne – et qu'il s'agit de dépeindre ici – qui n'a souvent que l'apparence de la vérité. Il faut ainsi dénoncer le faussement vrai, faire émerger l'apparemment peu crédible au sein des évolutions économiques, sociales ou politiques de notre temps. Quelle ambition ! Peut-être doit-on même parler de présomption ? Cette tâche ne sera jamais menée à bien. S'y essayer est déjà beaucoup.

Notre époque, tellement médiatisée, ne se donne plus le temps de la réflexion. Certes elle continue à penser, mais penser n'est pas réfléchir. Aujourd'hui, la moindre nouveauté est révolutionnaire, l'événement le plus insignifiant risque d'être interprété comme le signe avant-coureur de profonds bouleversements à venir. Comprendre ce qui change vraiment dans la vie de nos sociétés est chose difficile quand s'épaissit le brouillard du circonstanciel, de l'éphémère, du futile monté en épingle par des penseurs trop conformistes ou des journalistes qui ont oublié ce qu'est le journalisme.

Il faut lire et relire Fernand Braudel, l'historien de la «longue durée» qui a si bien su montrer que c'est dans le temps long que se mesurent réellement les véritables changements. On ne loue pas assez les historiens compétents. On préfère encenser ceux qui se contentent – et qui, tout compte fait, nous contentent – de réécrire l'historiographie de la Révolution française pour la rendre «moins marxiste» ou qui règlent leurs comptes avec l'illusion de leur propre passé (1). Ne parlons même pas de ceux qui, tel Francis Fukuyama, annoncent triomphalement la fin de l'histoire. Heureusement celle-ci ne les écoute pas et ses tumultes ne cesseront pas de sitôt de nous inquiéter ou de nous meurtrir.

Exigences

Se colleter avec la complexité du monde, tel est le lot de l'observateur curieux et attentif. "Le Monde ? Comme vous y allez !», s'exclameront les lecteurs qui trouvent que pour des articles publiés dans *Le Peuple Breton,* on y parle singulièrement peu de la Bretagne et des Bretons. Eh bien si ! On en parle, et même on ne parle que de ça ! Sans en appeler doctement à la théorie du chaos («Un battement d'ailes de papillon en Chine....», vous connaissez la suite), il est parfaitement évident que nos sociétés sont traversées de courants multiples les rendant interdépendantes et de plus en plus souvent soumises aux mêmes turbulences, confrontées aux mêmes problèmes. La société bretonne, tout en gardant ses traits spécifiques, n'est pas isolée du reste du monde. Et c'est tant mieux ! Elle est en F rance. Elle est en Europe. Elle est sur une planète devenue toute petite depuis l'avènement puis la généralisation des moyens de télécommunications électroniques.

Si écrire est d'abord un exercice solitaire, il revient néanmoins aux oreilles de l'auteur les échos, parfois amplifiés, voire déformés, des critiques formulées par ses lecteurs. L'une d'elles semble considérer que ce *Leurre de vérité* est par trop pessimiste, que peut-être il ne recherche dans l'air du temps que ce qu'il y trouvera de plus sombre. On pourrait se borner à constater que le monde tourne. Hélas ! il tourne mal. Et puisqu'il tourne mal, il faut le dire. Ce qui va mal nécessite la dénonciation. Telle est la «doctrine» de cette rubrique. Et elle ne changera pas ! Alors, point de place pour un peu d'optimisme ? La défense appellera à la barre un ultime témoin, le philosophe italien Gramsci qui s'était imposé une règle de vie : «*Pessimisme de la réflexion, optimisme de l'action*». Ce qui peut s'interpréter aussi et plus trivialement par : comment agir efficacement si un diagnostic lucide et précis n'a pas été conduit préalablement ?

Le capitalisme partout, et partout en crise

Pourquoi être plus pessimiste aujourd'hui qu'hier sur la capacité des hommes à améliorer le sort de l'humanité ? Doit-on être plus pessimiste encore pour demain ? En 1989, un système économique, le capitalisme, et son mode de gestion, l'ultralibéralisme, sont devenus hégémoniques. Les conséquences de ce fait sont incommensurables. Beaucoup ont déjà été abordées dans cette rubrique, et le seront encore. Reprenons simplement ici quelques traits du nouveau paysage qui attend l'homme du XXIe siècle si rien n'est fait pour contrecarrer cette hégémonie toute puissante.

L'Histoire – encore elle – nous enseigne que chaque fois qu'un système l'emporte sur les autres, il devient trop sûr de lui-même, et surtout il dérive vers l'autoritarisme. Les élites, persuadées que le régime ne craint plus à l'avenir d'être attaqué par un ennemi qui a disparu, donnent libre cours à leurs penchants naturels jusque-là jugulés ou atténués par la crainte. Mais, pour mieux défendre leurs prérogatives, ces élites renforcent ou font renforcer les dispositifs qui les protègent du reste de la société qui, elle, progressivement, s'enfonce dans la misère (2).

Des valeurs qui jusque-là assuraient la cohésion sociale, telles la solidarité, le partage, l'égalité des droits, sont remplacées par d'autres : enrichissement personnel sans limites, frénésie spéculative, sécurité de la propriété... Petit à petit la frange dorée de la société rechigne, puis refuse, de payer les dépenses collectives d'entretien des infrastructures et de la protection sociale. On ne peut même plus l'y contraindre car, grâce aux arcanes de l'économie mondialisée, elle s'est mise définitivement à l'abri d'un tel risque. Tant pis ! On taxera les classes moyennes, les seules à disposer de revenus captifs quelque peu conséquents.

Dans ces conditions, l'inégale répartition de la richesse ne peut que croître. On a longtemps, en France, stigmatisé la fortune en dénonçant les «200 familles». Aujourd'hui, mais cette fois pour l'ensemble de la planète, les 400 (2 x 200) plus fortunées – milliardaires en dollars – possèdent autant que la moitié de l'humanité la plus pauvre (soit 2,7 milliards d'individus !).

L'élite internationale est totalement coupée du reste de la société et vit, de plus en plus fréquemment, dans des zones dépourvues de peuple. Que penser d'une société finalement organisée pour favoriser les fantaisies de quelques-uns de ses membres et contraindre la multitude de tous les autres à subsister ? Voilà bien un paradoxe ; alors que la mondialisation de la production et des échanges abolit les frontières, la société des Etats-nations se fragmente. Des conflits ne manqueront pas d'éclater ; déjà des poches de résistance se forment ici et là.

Comment ça tient ?

Peut-on maintenir la paix civile uniquement par un autoritarisme grandissant ? Non, évidemment. Alors on en appelle à la diffusion universelle d'une culture de masse abrutissante et destinée à l'anesthésie des révoltés potentiels. On revient à César ! Que demande le Peuple ? Du pain et... des jeux. On lui en donnera, à satiété, jusqu'à faire péter l'audimat.

Quand on pense que certains voient dans les réseaux de la communication électronique, la révolution ultime, celle qui apportera le bonheur sur terre et l'avènement d'une société planétaire où la lutte des classes se résumera au conflit entre partisans et réfractaires d'internet ! Le pire, c'est que pendant que ces chantres de la nouvelle Révolution communicationnelle sont portés aux nues – ainsi que les spéculateurs confirmés qui pendant ce temps poursuivent allègrement leurs affaires – on ne cesse de dévaloriser le travail des chercheurs, des ingénieurs, des enseignants, des artistes – à l'exception de ceux qui savent se vendre.

Quel est aujourd'hui le héros emblématique du capitalisme ? Le dépeceur d'entreprise, le «cabinet de consultants» qui fait grimper l'action d'une firme en planifiant le licenciement de plusieurs milliers de salariés. Décidément, le monde va mal ! Il est temps d'en finir avec ce monde qui ne raisonne plus qu'en vertu de la dimension économique de la vie des hommes. Oui, «le prix à payer pour la liberté, c'est la destruction de l'économie comme valeur centrale, et en fait unique (3)».

Dans 33 articles d'ici nous serons en l'an 2000. Si ce *Leurre de vérité* existe toujours, il aura encore beaucoup à dénoncer. Mais en 2030, quand ce journal devrait avoir 33 ans de plus, où seronsnous ? Le «marché total» dont les économistes «purs» rêvent aura-t-il fait de nous, par l'entremise de la flexibilité sans bornes, des *pérégrins,* cette classe située, chez les Romains, entre esclaves et hommes libres, et qui sans cesse se déplacent pour survivre ? Il ne tient qu'à chacun de nous qu'il en soit autrement. Attendons, le Temps que nous remplirons fera son œuvre et passera sur mes pérégrinations prosaïques.

Yann FIÉVET

(1) On aura saisi facilement l'allusion mal dissimulée au livre d'un historien français récemment disparu, *Le passé d'une illusion*. Quant à la Révolution française, je continue de trouver grand intérêt à la lecture des ouvrages de Soboul et de Mathiez.

(2) On lira à ce propos l'excellent article de Denis Duclos dans *Le Monde diplomatique* du mois d'août 1997. Le parallèle entre la décadence de l'Empire romain et l'époque actuelle est saisissant.

(3) Cornélius Castoriadis, *Fait et à faire*, Seuil, 1997.

POBL VREIZH

- **Kernigelled ar goañv**

- **Roparz Hemon, Barzh**

Kernigelled ar goañv

gant Fañch Treger

Navet rann ha tregont :
KAMPIONAD C'HOARIOU BREIZH E BRO-DREGER.

Bep bloaz e vez aozet lec'h-pe-lec'h kampionad Breizh ar c'hoarioù hengounel. Er bloaz-mañ ez int dalc'het e Plouarmel e Bro-Dreger e penn kentañ miz Gouere. Brav ha tomm eo an amzer. Deredek a ra ur bern tud betek an dachenn c'hoari. Tud a-bep seurt Bro hag a-bep seurt oad. Tud ar c'horn-bro evel-just : ar re-gozh gwisket faro evel ma vije bet ar pardon, ar re-yaouank gant o dilhad hañv, brageier berr ha rochedou a-c'hiz nevez anvet «ticheurtoù» ha kasketennoù amerikan. Kerneviz, Leoniz, Gwenediz, tud a Vreizh-Uhel a zo deuet ivez hag un toullad touristed, en o-zouez estrañjourien gante ardivinkoù modern da dennañ poltrejoù.



Tro-dro da Blouarmel eo chomet bev ar c'hoarioù kozh ha bep sul pe bep lun adalek an nevez-amzer e vez posupl gwelet paotred kreñv ar c'horn-bro o tispakañ o nerzh en ad-pardonioù en ur sachañ war ar vazh-a-benn ^ pe en ur sevel ar berchenn, ar c'hravazh pe an ahel-karr. Un toullad bloavezhiou 'zo eo bet urzhiet an traoù gant ar F.N.S.A.B. e brezhoneg Kevredad broadel sportoù gourenel Breizh ha dibabet ez eus bet seizh c'hoari da vezañ graet da geñver abadennoù ofisiel c'hoarioù Breizh, da lavaret eo : Ar maen-pouez (daou-ugent lur) ; ar vazh-yod ; sevel ar berchenn ; an ahel-karr, ar voutell blouz, redadeg gant ur samm (100 lur) hag an tortis. Evit ar vazh-yod, ar berchenn, hag an tortis e vez graet daou rummad. Unan dindan 160 lur a bouez hag unan all a-us da 160 lur a bouez. Dre vras e vez heuliet an hevelep urzh evit ar c'hoarioù e pep abadenn.

Da gentañ e vez chetet ar pouez. Gwechall e veze hemañ ur maen pounner. Bremañ e vez implijet ur pouez menaj a zaou-ugent lur. ret eo d'ar c'hoarier teurel pled ouzh ar pal a-raok hag ouzh ar pal a-dreñv. A-hend-all ne vez ket degemeret ar chetadenn. Gant paotred Pen-ar-Bed eo deuet ar maout, an hini kentañ o vezañ taolet ar pouez ouzhpenn c'hwec'h metr eus ar pal a-raok.

E-pad ar c'hoari e talc'h tud da erruout. Setu bremañ an depute nevez ha war e lerc'h an depute kozh hag ar c'huzulier kanton war ar renk evit bezañ senedour e miz Gwengola. Erru eo poent kabaliñ ! N'eo ket 'ta ?

Goude ar pouez e teu tro sevel ar berchenn. Brudet ha prizet kaer eo ar c'hoari-mañ e Bro-Dreger. Gwechall e veze gwerniet ur berchenn goad (faou, kistin, tilh, onn...) an eeunañ hag ar reishañ posupl. Ret et veze (hag e vez bepred) sevel anezhi a-blom en ur gregiñ enni dre ar penn moanañ hag hep lostañ, da lavaret eo hep harpañ al lost ouzh an douar. Pa veze re bounner e veze troc'het un tamm diwarni gant un heskenn. Pa veze re skañv e veze plantet gennoù e-barzh ar penn. Gwerniet e veze a-grog perchenn, da lavaret eo en ur sachañ a- gostez. Abaoe un toullad bloavezhioù eo deuet ar c'hiz da implij ur berchenn houarn gant ur bizred ha savet e vez peurvuiañ ar berchenn a-grog sac'h, da lavaret eo etre an divhar.

Ne blij ket kaer ar stumm-mañ d'ar sacherien gozh.

«N'eo ket brav evel-se, eme ur paotr kozh gant e gasketenn c'hloan em c'hichen. A-grog-perchenn e oa kalz bravoc'h. Bez e oa reoù hag a blege, me lâr dit, tud gwevn, a seurt-se ! Ken e soñje dit e save ar berchenn hec'h unan.

– Ya, eme unan all. Bez e oa unan du-hont 'barzh Kawan, Tremel a veze graet dioutañ hag a blege betek an douar ganti. N'eo ket evel bremañ ! A-grog-sac'h ez eont en o c'hoazez war ar berchenn ha gant o fouez, ouzhpenn daou c'hant lur alies, feiz, homañ a sav hec'h unan.

– O ! ne ra ket, eme unan all c'hoazh. Bremañ 'zeus gwersed ivez.

Roparz Hemon, Barzh

Roparz HEMON a zo bet ul labourer spontus. Savet gantañ ur bern oberennoù, labourioù a bep seurt : danevelloù, romantoù, pennadoù war ar yezh, hag ivez barzhonegoù. Er bloavezh 1967 eo bet embannet gant **Al Liamm** an dastumadenn **«Barzhonegoù Roparz Hemon»**. Bremañ e vo kavet, kinniget dimp gant **Hor Yezh**, **«Barzhaz dianav ha barzhaz troet»**. Barzhonegoù dastumet diwar kelc'hgelaouennoù evel **Gwlarn, Al Liamm, Ar Bed Keltiek**.Lod kozh awalc'h, lod all nevesoc'h, renket e~ peder lodenn.



Barzhaz dianav a zo ennañ barzhonegoù savet pe kentoc'h ijinet gant Roparz Hemon :

«Hep mar, he dije bet Breizh ul lennegezh evel broioù bihan all, eürusoc'h o flanedenn, Danmark pe an Izelvroioù, da skouer».

Hag ijinet ivez, a- wechoù, ar skrivagnerien hag o buhez ! Faltazi an «den meur».

Sinet Gawain a zo bet an digarez evit an oberour da skrivañ barzhonegoù e doare ar Sav-Heol Pellañ, Bro-China. Un doare kemmañ bro evitañ hag evidomp. Pajennoù leun a barzhoniezh hag a grizder :

«An Impalaer...

Dindan an daez, war e dron, an impalaer melkonius.

Melkonius, à zeiz da zeiz, oc'h ober hag o tizober bubez an dud.

O hejañ e benn, o stouifi e benn, ha kaset hemañ d'ar chafod, ha karget henhont a enorioù».

Sinet Roparz Hemon, un neheudig traoù kozh n'oant ket bet dalc'het gantan en e zastumadenn 1967, pe traoù embannet diwezhatoc'h (1968).

Barzhaz troet, evel just, ennañ barzhonegoù bet troet diwar barzhed ar bed holl. Da skouer, KABIR, barzh indezat, XV vet kantved, SEI CHONAGON (Bro-Japan), Barzhed eus Bro-Saoz, evel just. En o zouez Richard CRASHAW (1612-1649) : **«Meulgan en enor Santez Tereza Avila»**, un dra souezhus dindan bluenn Roparz HEMON. Hag ivez **Orfeo hag Herodis**, ur varzhanag a 580 gwerzenn savet e rannyezh kreisteiz Bro-Saoz wardro ar pevarzekvet kantved, enni un heklev eus lennegezh Breizh-Vihan :

"Ar varzhoneg a embannan amañ a glask mirout stumm ha doare ar skrid saoznek-krenn. E heuliañ a ran pizh a-walc'h alies. N'eo ket avat, un droidigezh rik, pell ac' hano».

Ul leor e spered **Gwalarn :** bezañ digor war ar bed, war an amzer dremenet hag ivez an amzer da zont. Bezañ sirius... ha koushoude farsal a-wechoù. Bezañ bev-buhez...

Glaoda MILLOUR

HEMON Roparz. **Barzhaz dianav ha barzhaz troet.** 184 p. **Hor Yezh.** I Plasenn Charles Peguy - 29260 Lesneven.

Berzh Diwan
Abadenn kelaouiñ e lise Roparz Hemon Ar Releg Kerhuon

Deut eo brav gant Diwan da geñvermodennoù ar vachelouriezh. An 12 skoliad kinniget a zo aet an diplom ganto, ar c'hentañ strollad skolidi bet skoliataet e brezhoneg eus ar skolvamm betek ar c'hlas termen.

Ne glask ket koulskoude renerez al lise, Pascale Chevillard, embann un hevelep keloù gant lid bras.

«Ne fell ket da Ziwan ober wur-dro ur rumm skolidi eus an dibab», emezi. *«An trec'h a zo aet ganeomp a-drugarez d'ar youl greñv a oa gant ar skolidi hag ar gelennerien, hag ivez pa oamp bet harpet gant labour dreist Charlez ar Gall hag hini an holl dud a youl vat a zo bet o pleustriñ war danvez ar programoù hag o sevel kontelioù... Ur wir skol gevredik a zo eus Diwan».*

Plijet bras eo ivez Andre Lavanant, prezidant Diwan, gant disoc'h dreist an arnodennoù.

«Diskaret eo bet gant an disoc'h-se, arguzennoù ar re a save a-enep deomp», emezañ. *«Ha pourchas a ra deomp kalon evit mont pelloc'h gant an hent...da gentañ-holl dre sevel e Diwan skourroù-stummañ war an tachennoù teknolojikel ha micherel... Lakact hor boa en hor spered kas skolidi skoliataet e brezhoneg betek dor ar skol-veur, setu, deut eo* ganeomp».

«Deut eo Diwan da vezañ arouez ur spi don», a ouzhpennas Pascale Chevillard.

Estreget disoc'h ar vachelouriezh a zo da venegiñ evit ar pezh a sell ouzh berzh Diwan. Aet eo Breved ar skolajoù gant 38 eus ar 41 skoliad kinniget. 18 anezho zoken a zo bet graet ganto an holl arnodennoù e brezhoneg.

Hetomp neuze chañs vat er skol-veur d'an 12 bachelour eus Diwan, ha ra vint enni kannadourien (Ne greder ket skrivañ ebestel) yezh ha sevenadur ar vro.

Kevrenn UDB Bro Vrest ha Goueled Leon.

Kernigelled ar goañv *(heul)*

Ha bec'h e vez warne, sur ha n'eo ket marteze.

– Ya 'vat. Me n'am bez ket kemend-all a boan o sevel ma hini vihan, eme an hini kentañ en doa kaozeet.

– Sell 'ta ! Sevel a ra ganit c'hoazh Job ?

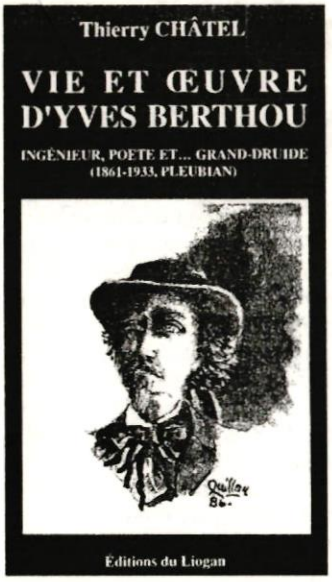
– Ya, Viktor, abred diouzh ar beure. (C'hoarzhadeg).

– Me, eme Viktor, pa oan yaouank, ur berchenn disawelet a oa ur berchenn werniet evidon.

– Ya, gwir eo, eme, Job, reiñ avel d'ar berchenn eo an diaesañ. Aesoc'h eo digeinañ.

A-benn-ar-fin e teuas ar prizioù kentañ da Vro-Dreger en daou rummad. An hini dindan 160 lur hag an hini ouzhpenn 160 lur. Hag Erwan Gravazh a yeas ar maout gantañ en taol-mañ adarre.

(Da vezañ kendalc'het)



Mieux connaître Yves Berthou

Thierry Chatel a soutenu, en langue bretonne, une thèse à l'Université de Rennes, en 1993 sur Yves Berthou. Aujourd'hui, avec la contribution de Yvon Le Bideau, pour la documentation et de François Guillou, pour les illustrations, il nous offre, en français, un excellent résumé de son travail qui faisait à l'origine 1.354 pages. Un volume cependant plein de détails et richement illustré : « **Vie et œuvre d'Yves Berthou** », avec ce sous-titre : « **Ingénieur, poète et... grand-druide (1861-1933) Pleubian** ». Ce sous-titre décrit déjà les facettes de notre homme.

Nous avions lu, il y a fort longtemps, « **Les vessies pour les lanternes** », recueil d'articles parus avant la guerre de 14, témoignages des remous du mouvement breton de l'époque. Avec intérêt aussi nous avions lu « **Dindan Derw an Drouized** » (Sous le Chêne des Druides) la traduction française étant du poète picard Philéas Lebesgue, qui fût Grand Druide des Gaules ! Les triades étant aussi présentées dans leur texte gallois. Avec intérêt évidemment, « **En Bro-Dreger dreuz ar parkou** », datant de 1927 mais réédité en 1985 par **Hor Yezh**.

La vie d'Yves Berthou, dit Kaledvoulc'h, est très instructive. On peut dire qu'il a vécu pour la Bretagne. Avec la nostalgie de son enfance à Pleubian. Obligé de s'exiler, comme beaucoup de bretons pour gagner sa vie, il était revenu tenir la ferme familiale. Ce qui a mal tourné et a nécessité un nouvel exil. Une retraite heureuse aurait pu lui être donnée à Pleubian. Mais le loyer de cette ferme étant resté fixe malgré la forte dévaluation du Franc, les dernières années de la vie de Kaledvoulc'h furent affreusement misérables, aggravées encore par la maladie de son épouse et malgré le soutien de ses nombreux amis.

Le volume de T. Chatel parsème la biographie d'Yves Berthou de nombreux extraits de son œuvre. Ce qui est fort bien. (On regrettera cependant qu'une typographie différenciée ne fasse pas mieux ressortir ces morceaux choisis). On voit les côtés sentimentaux et aussi les côtés polémistes du grand druide. Parfois aussi ses ambiguïtés et ses contradictions. Par exemple sa brouille avec Camille Le Mercier d'Erm qui pourtant l'admirait. Berthou lui reprochait son « nationalisme ». Pourtant en conclusion des « **vessies pour des lanternes** », il écrit en 1913 :

« Il n'y a plus de « petite » patrie pour les Bretons conscients. Ils ont une patrie française. C'est entendu. – Il vaudrait mieux dire une patrie gauloise – Mais leur grande patrie, leur plus grande patrie, c'est la Bretagne.

Désormais entre les Rouges et les Blancs qui ne se réconcilieront jamais, il y a place pour la Nation Bretonne qui veut vivre et progresser.

Le Régionalisme parisianisé est en train de mourir d'une indigestion de Carnaval. Le Nationalisme est né. »

La lecture de la vie et de l'œuvre d'Yves Berthou, merci Thierry Chatel, permet de comprendre que le « sentiment breton », à défaut d'utiliser d'autres termes, n'a pas attendu l'occupation allemande pour s'affirmer ! Et qu'Yves Berthou est l'un des maillons de cette chaîne aux visages parfois multiples.

Glaoda MILLOUR

Thierry Chatel. Vie et œuvre d'Yves Berthou. 273 p. Editions du Liogan. 40 bis, rue de la République, 29200 Brest.

100 % de réussite au Bac pour les lycéens de Diwan : un formidable tremplin pour la langue bretonne

L'Union démocratique bretonne (UDB) félicite chaleureusement les 12 lycéens de Diwan qui viennent d'obtenir le Bac, dont 6 avec. mention. Ce résultat remarquable est d'abord le leur et il convient de souligner leur mérite' sachant qu'il leur a fallu passer toutes les épreuves, exceptée l'histoire-géographie, en français.

C'est en même temps une formidable récompense pour leurs parents et leurs éducateurs qui ont su faire preuve de courage et de ténacité face aux obstacles que l'administration de l'Éducation nationale n'a jamais cessé de dresser sur leur chemin.

C'est enfin une grande victoire pour la langue bretonne qui a fait]a démonstration qu'elle pouvait être non seulement matière à étude mais, plus encore, un véhicule efficace de la connaissance, y compris dans des domaines comme les sciences exactes ou les sciences vivantes. Les derniers détracteurs de la langue bretonne vont devoir s'avouer vaincus: le breton, comme toute autre langue, peut ouvrir l'esprit des enfants à la diversité et à la. complexité du monde.

Le ministère de l'Éducation nationale est directement interpellé par ces résultats.

Il lui faudra répondre à la revendication des Ecoles Diwan d'intégrer le service public de l'éducation tout en conservant leur méthode pédagogique dite par immersion dont l'efficacité est démontrée.

DIWAN : Lycée Roparz Hémon - Le Relecq-Kerhuon

Carton plein : 12 reçus sur 12, le premier groupe d'élèves Diwan scolarisés en breton depuis la maternelle vient de passer le bac avec succès.

Pas de triomphalisme cependant, déclare la directrice Pascale Chevillard. «Diwan ne veut faire ni élitisme, ni sélection... Ce résultat est la conséquence de la motivation des élèves et des enseignants, mais aussi de l'excellent travail de Charlès ar Gall et de tous les bénévoles qui ont préparé les programmes et les cours...». Diwan est vraiment une école associative.

Alors André Lavanant (Président de Diwan) fier du résultat ?

«Bien sûr, ce résultat inflige un démenti à nos détracteurs et surtot nous incite à persévérer et à aller de l'avant... tout d'abord en créant à Diwan des filières technologiques et professionnelles...».

«Nous avions fait le pari de mener des élèves scolarisés en breton de la maternelle à la porte de l'Université, voilà c'est fait, pour Pascale Chevillard «Diwan symbolise un espoir profond...».

A ce résultat s'ajoute la réussite de 38 élèves pour 41 au brevet des collèges dont 18 ont composé entièrement en breton.

Souhaitons bonne route à ces 12 bacheliers de Diwan et qu'ils soient les ambassadeurs (on n'ose dire les apôtres) de la langue et de la culture bretonne...

DES FEMMES, dans la société en général et dans la vie politique en particulier

Les récentes élections législatives ont reposé – à certains – le problème de la place des femmes en politique. Dans l'Assemblée sortante, il y avait 5 % de femmes c'est-à-dire moins qu'en 1945. Cette place des femmes en politique nous interroge car son enjeu est plus large : il s'agit de la place des femmes dans toute la vie publique. Alors qu'une partie de la droite rêve de renvoyer les femmes au foyer pour protéger notre belle jeunesse de la délinquance et pour élever de nombreux enfants censés sauver la France de l'invasion des Arabes, il faut affirmer clairement que les femmes prendront une place en politique quand elles l'auront prise dans la vie professionnelle.

En France, **une très petite minorité** des hommes **s'investit dans les partis politiques** et, à l'UDB nous sommes bien placés pour savoir que les femmes y sont encore moins nombreuses. Nous ne savons pas pourquoi ! Les femmes se sentent moins concernées par la vie politique, c'est vrai.

Ne nous hâtons pas de dire qu'elles gardent leurs enfants. Ce pourrait être vrai si mari et femme étaient militants. Or, il y a plus d'épouses de militants à l'UDB que de femmes dont le conjoint n'est pas engagé. D'autre part, on devrait alors avoir de jeunes militantes (moins de trente ans) et des «vieilles», qui n'ont plus d'enfants. Et nos militantes ont plutôt entre 25 et 45 ans. Ça ne colle pas, pas de chance.

Les femmes, en revanche, s'investissent dans les associations de parents d'élèves et dans les associations caritatives et humanitaires : il ne s'agit donc pas d'un repli égoïste sur la vie privée. Peut-être pourrait-on parler d'une autre corde sensible qui vibre chez elles, dans l'état actuel de la culture et de la société.

Dans la vie professionnelle, la situation des femmes n'est pas très brillante. Les chômeurs sont de préférence des chômeuses. Les postes à faible qualification et à temps partiel (on sait qu'il s'agit, en grande partie, des mêmes) sont en majorité occupés par des femmes, y compris dans la fonction publique. Le salaire féminin dans un ménage reste donc un salaire d'appoint, la formation et la promotion de la femme n'étant jamais la priorité du couple. Le chômage féminin est ainsi vécu dans les couples comme désagréable certes mais sans commune mesure avec la crise d'identité que provoque le chômage masculin. Les postes de haute responsabilité sont en écrasante majorité occupés par des hommes. On peut remarquer au passage qu'ils sont rarement compatibles avec une vie familiale normale.

Dans la famille, les rôles masculin et féminin sont nettement différenciés. Le mari fait le bricolage, passe la tondeuse et, dans certains cas de mutation génétique, fait les courses et la vaisselle. Quant à faire la cuisine et le ménage, c'est autre chose... La lessive et le repassage sont complètement hors-jeu. Des contacts privilégiés sont tissés entre mère et enfants pendant le congé de maternité et l'éventuel congé parental. Le temps passé ensemble est bien plus important. Les soins aux enfants sont beaucoup plus donnés par la mère.

Le domaine privé appartient clairement aux femmes. Le domaine professionnel est largement mieux occupé par les hommes.

Quoi d'étonnant donc que la vie politique, accomplissement de la vie publique, soit réservée aux hommes ?

Et ceci différemment d'ailleurs en fonction de l'échelon du pouvoir. 17 % des conseillers municipaux sont des femmes mais seulement 5 % des députés jusqu'à cette année. Plus le pouvoir est loin, et c'est le cas en France, moins les femmes y sont présentes.

En Suède, où la vie politique est mixte, la vie professionnelle l'est aussi très largement.

Pour faire entrer les femmes en politique, peut-être faut-il prendre des mesures de contraintes (quotas...) mais il faut surtout faire évoluer la société. Pourquoi les pères ont-ils trois jours de congé de paternité et les femmes quatre mois ? Bon, d'accord, elles accouchent, elles allaitent (parfois). C'est fort utile, mais les pères sont-ils si inutiles à leurs compagnes et à leurs bébés ? Comment transformer un couple en famille sans avoir du temps pour créer des liens, s'aider, partager le travail et les plaisirs domestiques ? Deux mois de congé de paternité seraient un minimum vital pour assurer la transition. Et peut-être ces deux mois inciteraient-ils certains pères à prendre des congés parentaux *limitées dans le temps et rémunérés proportionnellement à leur salaire.* Cette mesure favoriserait les congés parentaux paternels et permettrait de réduire les inégalités homme-femmes dans le travail.

Réduire massivement le temps de travail pour partager l'emploi, créer des emplois semi-publics dans les services sociaux, les crèches, les écoles, les loisirs, les services aux personnes permettrait de développer massivement la qualité de vie des familles et l'emploi féminin.

De telles mesures, combinées à une volonté politique forte (voir l'initiative des socialistes de présenter massivement des candidates sans y être forcés par la loi) amènerait progressivement les femmes à s'investir dans la vie publique.

Damaris MERLET

Chaque mois depuis 1969
armor magazine
présente et commente
LA VIE BRETONNE
B.P. 419 – 22404 LAMBALLE CEDEX

Abonnez-vous à
AL LIAMM
Direction : Ronan Huon
Revue culturelle en langue bretonne
288 numéros parus
Abonnement 5 numéros : 150 F
Trésorier : P. Le Bihan
16 rue des Fours-à-Chaux
35400 Saint-Malo
CCP 16720 W Rennes

Suite de la page 8

La démocratie contre l'intoxication

elle a accédé à la demande de HB d'accorder le titre d'«enfant chéri de la commune» à un militant emprisonné retrouvé mort dans sa cellule, n 'a pour autant jamais laissé entendre qu'il s'agissait d'une mort provoquée. Mais étant donné la gravité de la chose, les partis démocratiques basques ou espagnols ont cependant demandé que toute la lumière soit faite à ce sujet (...) EA (Eusko Alkartasuna) pour sa part sait très bien que le Partido Popular a fait le maximum pour exploiter l'assassinat de Blanco Garrido et éclabousser même tout ce qui relève du sentiment autonomiste ou indépendantiste basque et EA a fortement dénoncé ces manoeuvres. Comme quoi la stratégie de ETA ne fait que renforcer à la longue les positions de l'antibasquisme». CQFD : ETA sert les intérêts du régime espagnol. L'UDB n'a pas dit autre chose.

Les lecteurs fidèles de ce journal savent que les atteintes aux droits de l'homme dont se rendent encore coupables les autorités espagnoles y sont régulièrement dénoncées sans la moindre complaisance. L'écho que nous donnons – sans partager pour autant toutes les idées qui s'y expriment – à un journal comme «**Enbata**», si peu soupçonnable de connivence avec l'État espagnol, illustre à lui seul cette attitude constante. Les nombreuses interventions de l'UDB auprès des autorités françaises pour empêcher l'expulsion de Basques potentiellement menacés dans leur intégrité physique aussi. Laisser penser le contraire comme le fait l'auteur de l'ultimatum en cause relève du mauvais procès et de l'intoxication.

D'aucuns parmi nos lecteurs, considérant que les sujets de préoccupation en Bretagne ne manquent pas, jugeront peut-être que nous donnons de l'importance à ce qui n'en mérite pas. Mais l'acharnement hystérique avec lequel certains individus qui voudraient incarner un «purisme» breton pratiquent la désinformation, dans le but évident de discréditer l'UDB, nous oblige à mettre les choses au point. Ne pas répondre aux attaques, même les plus viles, aurait pour résultat de laisser s'insinuer le doute dans les esprits ; et les auteurs de ces attaques auraient alors atteint leur but. **Sans doute avons-nous eu le tort, trop respectueux que nous étions de l'indépendance du mouvement associatif, de ne pas communiquer plus directement avec les principaux acteurs du mouvement culturel breton, laissant ainsi le terrain libre aux professionnels de la désinformation (1) ; nous nous montrerons dorénavant moins timides.**

Il est bien évident que le fait que l'UDB ait été, avec son partenaire Frankiz Breizh, la seule organisation bretonne capable de présenter des candidats aux récentes élections législatives n'a pu qu'attiser la haine tenace que lui vouent certains. Loin de nous déstabiliser, cette hostilité maladive nous conforte dans l'idée que le Mouvement progressiste breton peut sortir de la marginalité dans laquelle d'aucuns se complaisent et voudraient laisser l'Emsav, à condition bien sûr que le discours et la pratique correspondent au sentiment profond et aux préoccupations réelles du peuple breton. C'est, dans le respect du pluralisme des opinions, la ligne de conduite que l'UDB s'est fixée, en s'appuyant sur un corps d'idées commun qui donne au mot «peuple» un sens culturel mais aussi social et civique. Beaucoup de travail reste à faire pour ceux qui veulent construire.

C. GUYONVARC'H
porte-parole de l'UDB

(1) L'épisode du communiqué de presse de l'UDB relatif à l'élection législative de Carhaix-Châteaulin, maquillé puis diffusé par des mains anonymes un peu partout dans le Finistère, particulièrement auprès des associations culturelles bretonnes, confirme le fait que l'UDB dérange suffisamment de personnes pour faire l'objet d'attaques sournoises (cf. PB de juillet-août, pages 5 et 7).



D'autres que nous le disent...

«Si ETA n'avait pas revendiqué cet assassinat, on aurait pu le croire perpétré par son pire ennemi ; plus qu'un crime, c'est une énorme faute politique».

(Ignacio Ramonet, directeur du «Monde Diplomatique», août 1997 - rappel : Le Monde Diplomatique, revue ancrée bien à gauche, a été fondé dans les milieux intellectuels hostiles à la guerre d'Algérie).

BULLETIN D'ADHÉSION

Vous voulez rejoindre l'UDB ?

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

.....

.....

.....

Signature :

A adresser à UDB, BP 80722, 44007 NANTES cedex 01, avec un chèque de 150 F.

Quand la propagande guichardienne vise les jeunes

Décidément, le baron Guichard ne craint ni le ridicule ni surtout le fait de jeter l'argent des contribuables par la fenêtre pour tenter de «laver le cerveau» des Angevins, des Poitevins de Vendée et des Bretons de Loire-Atlantique.

Grand spécialiste de la propagande, il nous la joue cette fois «chébran» en commandant à un pseudo-groupe de rap une œuvre dont on appréciera la haute valeur poétique.

Comme dit la publicité, c'est au moins 6 rimes riches au kilo... On notera particulièrement l'allure du refrain «La Région... des pays de la Loire - Ta Région... des pays de la Loire» qui s'apparente aux psalmodies abrutissantes des sectes. Et là on ne plaisante plus...

La «chose» doit être bientôt diffusée sous la forme d'un clip et d'une cassette vidéo (la 6e d'une série destinée à édifier le bon populo) afin sans doute de martyriser les yeux autant que les oreilles.

Monsieur le baron, devant tant de duplicité, nous n'avons qu'un mot à vous dire : Nique tes PDL !

Et puis la plus belle mission de la Région, c'est aimer et faire aimer

Aimer notre patrimoine et faire aimer le littoral, les parcs naturels, les cours d'eau.
Se couler dans l'air salin de ces paysages grisants que l'on parcourt au grand galop.
C'est faire découvrir nos sites et nos belles demeures, nos églises, nos abbayes.
C'est aussi te faire craquer pour les plages de l'Atlantique, ou encore pour les vieilles cités du pays.

Aimer ça veut dire accompagner les talents, le tien, le mien, celui de nos artistes.
Peintres, acteurs, chanteurs, danseurs ou musiciens, c'est les aider à se mettre en piste.
Leur offrir des espaces pour travailler et te faire partager leur passion.
C'est te faire découvrir ce beau pays vert et bleu, pour que toujours ton cœur batte pour ta Région.

La Région... des Pays de la Loire.
Ta Région... des Pays de la Loire.

Le refrain et le dernier des 4 couplets du rap commandé par Guichard avec l'argent des contribuables.

Couëron, les Cicognes et le Préfet

Couëron figure parmi les six communes de Loire-Atlantique ayant un conseiller municipal UDB. avec INDRE, NANTES, ORVAULT, ST-NAZAIRE, ST-JOACHIM.



La greffe semble prendre à Couëron où le «gwenn ha du» flotte désormais en bonne place à la mairie. Le «baron Guichard» a du souci à se faire pour le résultat de sa propagande paydeloirienne si tout s'écroule avec le premier conseiller UDB venu ! C'est aussi encourageant pour le travail de fond que nous faisons depuis des années dans ce département et peut-être pour les régionales à venir.

Parmi les dossiers traités ces deux premières années, celui de l'estuaire de la Loire est sans doute le plus intéressant et le plus révélateur.

Couëron, commune ouvrière, s'est mise à l'écologie en défendant ses 700 hectares de marais convoités par le Port Autonome pour y déposer des produits de draguage du fleuve. Les zones naturelles humides de l'Estuaire sont en cours de classement à divers titres environnementaux.

Les périmètres proposés excluent à chaque fois les 300 hectares visés par le Port auprès de l'agglomération ; ceci au mépris des nombreuses délibérations du CM et des richesses écologiques du site.



En particulier le marais Audubon (du nom du célèbre peintre animalier qui y passa son enfance) a vu naître en 1996 et en 1997 les *premières cigognes bretonnes :* 2 en 1996 et 7 en 1997, sur des perchoirs financés par EDF qui soignait son image en pure perte au début des années 1990.

Une ville ouvrière défendant son marais contre le préfet et la DIREN voilà qui n'est pas commun et méritait d'être médiatisé et ça l'est dans la région nantaise.

Ce combat m'a permis de préciser en conseil municipal que l'UDB détenait la solution dans son programme : la suppression des préfets.

Marcel MARC
Conseiller municipal de Couëron

Conseil municipal de Saint-Nazaire du 27 juin 1997

Considérant que la protection et la promotion des langues régionales ou minoritaires, dans les différents pays et régions d'Europe, représentent une contribution importante à la construction d'une Europe fondée sur les principes de la démocratie et de la diversité culturelle.

Considérant que l'absence de statut juridique pour ces langues en France menace à tout moment les quelques avancées obtenues ces dernières années et perpétue un état de discrimination linguistique qui porte atteinte à l'image de la République.

Considérant que le Président de la République, Monsieur Jacques Chirac comme en son temps le Président Monsieur François Mitterrand se sont exprimés en faveur de la signature et de la ratification par la France de la Charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales ou minoritaires.

Le Conseil Municipal de Saint-Nazaire demande instamment au gouvernement de signer, pour approbation, la Charte du Conseil de l'Europe et de mettre en œuvre le processus de ratification par le Parlement en travaillant à la mise en cohérence constitutionnelle et législative nécessaire.

Vœu adopté à l'unanimité du Conseil municipal du 27/6/1997.

PS, PC, MDC, Verts, UDB, RPR, FD, Divers Doitres.

300 Bretons de Paris réunis à Réguiny

Trois cents Bretons de Paris se sont retrouvés à Réguiny, mardi pour leur journée annuelle. avec Jean Le Lagadec, président de l'Union des sociétés bretonnes d'Ile-de-France (43 amicales réunissant 17.000 adhérents). Ils se sont recueillis au monument aux morts avant un repas en commun. Après une pétition en faveur de la pêche bretonne les Bretons de Paris lanceront en octobre (congrès annuel), une camopagne de soutien en faveur de la mise en voie rapide du TGV Le Mans-Rennes : "Nous n'apprécions pas les tergiversations actuelles sur ce dossier. C'est pourtant un atout économique indispensable pour relier la Bretagne au principal marché de france qu'est la région parisienne", confiait Jean Le Lagadec.

OUEST-FRANCE du 13/07/97, page Morbihan.

Non Monsieur Le Lagadec, Paris n'est pas l'avenir de la Bretagne

L'UDB est stupéfaite par l'intervention de Monsieur Jean Le Lagadec, président de l'Union des sociétés bretonnes d'Ile-de-France, à la réunion qui s'est tenue à Réguiny (Morbihan) le mardi 12 août. A l'heure où s'effacent les frontières, comment peut-on encore réduire la question de l'ouverture c ommerciale de la Bretagne aux relations avec la région parisienne ?

On pouvait croire que ce discours d'avant-guerre avait été rangé au rayon des Antiquités depuis que Jean-François Gravier a publié "Paris et le désert français" en 1947. On se trompait.

Depuis l'avènement en France du chemin de fer et de son fameux réseau en étoile, la Bretagne n'a que trop souffert de dépendre exclusivement de Paris. Et voilà que Monsieur Le Lagadec voudrait en remettre une couche !

L'UDB refuse que l'on fasse du TGV une religion. Le TGV n'est qu'un outil qui peut, selon la façon dont on l'utiltse, soit corriger les inégalités de développement entre les régions soit au contraire les accentuer.

Il est clair que le choix exclusif de placer Rennes et Nantes à 1 h 30 de Paris, sans aucune garantie de modernisation pour le réseau ferroviaire breton et les liaisons avec les autres régions, ne fera qu'accélérer l'exode des jeunes de l'ouest breton et rompre définitivement l'unité territoriale de la Bretagne.

Il est plus que temps de replacer la Bretagne au cœur du débat.

Peut-être que l'objectif de Moinsieur Le Lagadec est d'augmenter le nombre des Bretons exilés à Paris et, ce faisant, le nombre de ses sociétaires.

Le nôtre est de permettre à tous les Bretons de vivre et travailler au pays.

Transports-Aménagement du territoire

Quels choix pour développer le rail en Bretagne ? Rencontre publique à Lorient, le 12 septembre

Le 23 septembre le Conseil de la Région Bretagne sera appelé à donner un avis sur le tracé TGV qui doit prolonger la ligne existante au-delà du Mans. Le Conseil Régional a déjà donné un avis favorable pour la ligne nouvelle Le Mans-Rennes (qui implique une autre ligne nouvelle en direction de Nantes). Cet avis à été rendu à l'unanimité moins la voix de Bernard Uguen au nom de Bretagne Ecologie.

Pourtant une alternative existe, moins coûteuse et plus intéressante pour le développement futur du rail en Bretagne : une ligne unique Le Mans-Châteaubriant. Cette ligne s'intégrerait dans une dynamique vraiment bretonne. en rapprochant Nantes et Rennes, et renforcerait la position de la Loire-Atlantique pour accueillir un aéroport à vocation internationale (projet de Notre-Dame-des-Landes).

Pour présenter cette alternative et susciter un vrai débat contradictoire sur les choix à opérer pour développer le rail en Bretagne. Bernard Uguen organise une rencontre publique, en collaboration avec plusieurs spécialistes des transports, **le vendredi 12 septembre, de 17 h à 19 h 30, au palais des congrès de Lorient (centre ville).** Acquise depuis longtemps à l'idée d'une ligne TGV unique, complément logique du projet aéroportuaire de Notre-Dame-des-Landes, l'UDB s'est associée à cette initiative courageuse.

Voici le programme de cette rencontre :

17 h : Présentation

– Etat des lieux du débat officiel (rappel des positions connues)

– L'alternative Châteaubriant. Présentations par Monsieur Inizan, logisticien, de Quimperlé.

– Etude comparative LE MANS-RENNES et CHÂTEAUBRIANT du point de vue des coûts, des dessertes et des temps de déplacement. Par Monsieur Caniaux, du collectif Transports Développement Humain.

17 h 30 : Débat et questions

Avec des cadres de la SNCF, des responsables transports d'entreprises, des représentants des groupe logistique et transports mis en place pendant le débat TGV de 1994.

19 h : constitution d'une association spécifique pour le désenclavement de la Bretagne par le rail

19 h 30 : clôture

Contact : Bernard Uguen - Moulin de Lezaff - 29150 Dinéault - Tél. et fax 02.98.26.06.16.

Brèves

Cavaillé a remis ça, avec le soutien de Journalistes de «Ouest-France». Après le célèbre «même les moines de Timadeuc viennent le consulter» (sic) sur son évangile pré-électoral il y a trois ans, et la non moins célèbre photo de campagne montrant cette année le Messie de Noyal-Pontivy et du centre Bretagne accueillant son pote le pape à Sainte-Anne-d'Auray, Cavaillé s'est fait immortaliser au pardon de Quelven, les mains tendues dans un geste pieux. D'après Morillon, Jean Charles a réservé une chambre au foyer des PTT à Paris pour rendre visite à Jean-Paul.

S'il vous est arrivé cet été dans un moment de faiblesse indigne de presser l'interrupteur de votre poste de télé ou d'entendre ceux de vos 14 voisins du Camping des Flots, vous n'avez pas dû regretter de payer votre redevance (si vous la payez). Que TF1, chaîne privée, vous fasse bouffer de la série et du jeu débiles 25 heures sur 24, passe, mais que votre redevance vous donne le droit sur une chaîne publique de voir les infos, déjà tristes, remplacées par une série de reportages, dits «de proximité» sur la façon dont Jean-René fait cuire ses merguez sans enfumer tout le camping, ou sur le pourcentage d'enfants âgés de 6 ans et demi à 7 ans trois quart qui pratiquent le trampoline de 16 h à 17 h 20, au club des Pingouins sur la plage de Kertruc, non, assez !

Pour le même prix, les beaufs de France Télévision vous ont aussi donné le droit de revoir, si vous n' aviez pas encore compris toutes les subtilités du scénario, «Le retour du petit-fils du vol 741» ou «Angélique et l'Audimat», pendant que leurs homologues de France Inter vous assénaient à 13 h leurs ragots franchouillards, sportifs et Crétins en guise d'info.

Si l'été vous ennuyait, il vous restait la possibilité de lancer une pétition contre le chant, des grenouilles de la mare d'à côté, ou contre les cloches de l'église du patelin, histoire de tuer le temps intelligemment.

Jeanne Calment est morte. Les sœurs Goadec ont été contactées par un producteur douteux pour enregistrer un remix de Tri Martolod.

17 % des restos français contrôlés par l'hygiène étaient en fraude. Bouffez des hamburgers.

Marée noire à Deauville : l'association des propriétaires de yachts a consulté celle des communes sinistrées du Finistère.

Décolonisez, qu'il disaient ! Anjouan a réclamé son rattachement à la France. La Corse va-t-elle suivre l'exemple ?

Si vos performances sexuelles estivales n'ont pas été à la hauteur, ce n'est pas la faute des Journaux et magazines qui se sont évertués tout l'été à vous apprendre les secrets sempi ternels du Kama-Sutra, à publier d'énièmes resucées sur positions, massages, aphrodisiaques et autres caresses qui n'ont pour résultat que de faire monter... les ventes.

Bouygues s'inquiète : Jeux sans frontière serait-il plus débile qu'Intervilles ?

Fin Août, deux affaires d'état sur les radios et télé d'état : en long et en large, les journées mondiales de la jeunesse et la venue du pote à Cavaillé chez la fille aînée de l'église, et encore les états d'âme de Denisot sur les déboires du PSG. Questions : l'État français est-il laïque ? Est-ce qu'on nous prend pour des beaufs ?

MAC

Une bretonnante de plus au Tribunal

L'association « Stourm ar Brezhoneg » («le combat de la langue bretonne ») apporte son soutien à l'action engagée en justice par une téléspectatrice lorientaise contre le Trésor Public Français.

Comme d'autres ailleurs en Bretagne, cette téléspectatrice refuse depuis plusieurs années de payer la redevance télévision. Pourquoi ce refus ? Tout simplement parce que la Télévision Française participe à la politique de purification linguistique menée avec constance par l'État Français en Bretagne. En effet, une seule chaîne de télévision (d'État : il s'agit de France 3) diffuse des émissions en langue bretonne : 40 minutes/semaine dans l'Est de la Bretagne, 65 minutes/semaine dans l'Ouest de notre pays, avec suppression pendant l'été et, en général sans préavis, quand l'envie en prend à la direction de France 3.

Le pitoyable « service public » de France 3 ne fonctionne d'ailleurs que grâce aux subventions du Conseil Général du Finistère et du Conseil Régional de Bretagne (4 départements). Ceci est à comparer à :

– la quinzaine d'heures quotidiennes en basque reçue au Pays Basque Nord (côté « français ») par des ressortissants français : curieuse application du principe d'égalité dont on nous rabat les oreilles...

– les 35 heures hebdomadaires des Gallois,

– les 100 heures hebdomadaires des Catalans (Sud) ou des Basques (Sud),

– les 840 heures hebdomadaires en français que l'on peut capter en Bretagne.

Face à cela, Stourm ar Brezhoneg propose la création d'une chaîne de télévision en langue bretonne et, d'ici là, la défense et l'extension des émissions en langue bretonne sur FR3.

C'est pourquoi Stourm ar Brezhoneg apporte son soutien à la téléspectatrice lorientaise qui a assigné le Trésor Public Français devant le Tribunal de Grande Instance de Lorient pour s'opposer à une saisie sur ses biens.

Pour l'association, le Secrétaire,

Klaod An Duigou

KAD, en marche vers l'avenir



Kad, 5 musiciens de la région de Pontivy, viennent de sortir leur deuxème album «18,61». A l'issue d'un concert nous avons recueilli les propos de Mickaël Seznec (basse), Gurvan Mével (batterie), Olier Le Fresne (guitares)), Gwenhaël Mével (flûtes, bombardes), Konan Mével (cornemuse, synthés).

Nous avons fait une centaine de concerts en Bretagne

P.B. : ***Pouvez-vous nous faire un petit historique du groupe ?***

– Dans sa formation actuelle, le groupe existe depuis la sortie du premier cd, «The Last Hero», il y a deux ans. C'est le véritable début du groupe, bien qu'avant nous avions fait quelques concerts et participé à diverses expériences à droite et à gauche. Certains d'entre nous ont joué une dizaine d'années au bagad de Pontivy, d'autres ont joué ave divers groupes plus ou moins éphémères. Nous avons fait une centaine de concerts en Bretagne et une mini tournée d'une semaine à Glasgow où nous avons joué au Festival Celtic Connection. Nous avons eu la chance et le plaisir de recevoir sur nos albums la participation de Dan Ar Braz, Gilles Servat et les chanteuses formidables de l'Ile de Lewis, au nord ouest de l'Écosse, dont Sandra Mc-Kay, la chanteuse du groupe Tannas.

Aucune chance de jouer au Festival Interceltique ?

P.B. : ***Vous parlez de 100 concerts, et on a pourtant l'impression que vous êtes absents, en particulier des grands festivals de l'été ?***

– KAD a une popularité «underground» véritable, nous pouvons constater à chaque concert qu'une partie du public connaît nos chansons, et ce côté underground ne nous déplait pas forcément.

– Il y a un décalage assez impressionnant entre le succès que peut avoir notre musique et notre présence effective sur les scènes bretonnes. Grâce au travail de notre distributeur Muséa, notre cd a été apprécié aussi bien aux Etats-Unis qu'au Japon, même s'il ne s'agit pas de miliers d'exemplaires, et nous avons reçu de ses pays une presse élogieuse. Nous ne comptons plus les reportages télé qui ont utilisé notre musique et nos chansons vont même être chantées par Sandra Mc-Kay.



– Sur la question de notre absence aux festivals, en particulier sur celui de Lorient qui est censé être la vitrine de ce qui se fait d'intéressant en Bretagne et en Celtie (c'est pas nous qui le disons mais les organisateurs !), il y a deux façons de répondre : la première consiste à dire qu'il se fait tellement de choses que tout ne peut pas être intégré à l'Interceltique, et qu'il faut attendre son heure patiemment (c'est la réponse gentille !), la deuxième consiste à dire qu'en Bretagne, on peut toujours faire quelque chose de génial, de beau ou de créatif, tant qu'on n'aura pas invité les bonnes personnes au resto, on aura aucune chance de jouer au Festival. Mais ça, il faut pas le dire (rires) !

Puiser dans le passé pour foncer vers l'avenir

P.B. : ***Votre nouvel album vient de sortir. Pourquoi l'avoir intitulé «18,61» ?***

– Il s'agit en fait de la durée d'un cycle lunaire, entre le point le plus bas et le plus haut de la lune par rapport à l'horizon. Et il semblerait (sans aucune certitude) que les constructeurs de mégalithes de Callanis, dans les Hébrides, connaissaient ce cycle.

– Le leitmotiv de notre musique est de puiser dans le passé pour foncer vers l'avenir et ce thème de 18,61 est tout à fait dans cet esprit, puisqu'il fait un pont entre les connaissances (éventuelles) d'un peuple qui vivait il y a 5.000 ans, et les connaissances des astronomes actuels.

P.B. : ***Comment définiriez-vous votre musique ?***

– C'est du celtique moderne... (rires).

P.B. : ***Oui... Mais beaucoup de groupes disent moderniser la tradition ?***

– Oui, mais tout d'abord nous n'adaptons pas d'airs traditionnels, façon moderne, nous composons entièrement notre musique, ce qui fait que la place des instruments celtiques est quasiment égale à cette des instruments électriques. Le côté jazzy ou rock est donc plus qu'un simple support. Ça, c'est pour l'aspect purement technique, mais l'on pourrait également dire qu'en conséquence, la «celtitude» ou «bretonnitude» de notre musique ne réside pas dans le fait de jouer un andro ou un laridé (aussi modernisés qu'ils soient), mais qu'elle consiste plutôt pour nous à exprimer le plus authentiquement possible un univers breton et celte dans sa pluralité telle que





nous la ressentons. Un peu comme Jef Le Penven composait sa symphonie du Morbihan ou Dan Ar Braz sa musique pour les silences à venir.

Le respect des codes de la tradition ne nous intéresse pas en soi.

La tradition celte que nous essayons de respecter le plus est celle de la création qui a toujours permis aux Celtes de s'adapter aux grands changements de leur histoire et qui fait qu'ils seront toujours là, on l'espère ; au troisième millénaire !

Par ailleurs, ce que certains «vénèrent» en Bretagne sous le nom de tradition n'est en fait souvent qu'un courant qui date tout au plus d'une soixantaine d'années et dont l'émergence comme courant majeur n'est que le fruit du hasard.

P.B. : *Justement, que pensez-vous de la formidable percée actuelle des festoù noz et plus généralement, de la musique celtique ?*

– Comme triomphe d'une forme de communion festive et artistique typiquement celtique, on ne peut que s'en réjouir, à condition que les festoù noz par exemple ne deviennent pas une forme imposée comme la seule «pure», ou qu'elle ne soit récupérée à des fins bassement commerciales.

Nous présenterons un spectacle totalement inédit en Bretagne

P.B. : *Quels sont vos projets ?*

– A partir de l'année prochaine, nous présenterons un spectacle totalement inédit en Bretagne, «Tan Ki», qui associera notre musique aux chanteuses de la chorale médiévale COLORTALEA et à la troupe AMAROK (cavaliers, danseuses, magiciens, sorcières, échassiers...), le tout soutenu par une mise en scène utilisant lasers, vidéo, lumière noire, costumes, etc...

Entre temps, nous continuons les concerts en Bretagne et allons repartir en Écosse.

P.B. : *Bonne chance !*

Droit de réponse

La revue Ialon-Kad-Nemeton est une des plus anciennes revues culturelles de Bretagne.

Sa mise en cause dans l'article de M. Christian Guyonvarc'h constitue une grave atteinte à son honorabilité.

Sans avoir cherché à contacter la revue, M. Christian Guyonvarc'h a, en effet, extrait de longs passages d'un article publié dans la revue Ialon-Kad-Nemeton à des fins polémiques et diffamatoires, en les concluant sans discernement et contre toute vérité qu'il s'agit *«d'emprunts aux cercles néo-nazis»*.

En sélectionnant et en extrayant des phrases de leur contexte, en omettant de citer les avant-propos des dits articles, il fait preuve de mauvaise foi et parvient à des conditions erronées et opposées à celles avancées par l'éditeur.

M. Christian Guyonvarc'h omet de préciser les mentions obligatoires qui accompagnent les citations extraites de la revue, à savoir que *«les articles paraissant dans la revue d'études druidiques Ialon expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de la confraternité druidique ou de la rédaction»*, ce qui peut assimiler les opinions exprimées par de courts passages comme étant le reflet de la pensée de l'association ou des membres de l'association. M. Christian Guyonvarc'h commet une faute grave en tentant d'accréditer l'idée que la revue professait des idées justifiant le racisme et l'apartheid. Ce qui serait contraire à sa ligne éditoriale. M. Christian Guyonvarc'h commet une nouvelle faute grave lorsqu'il reconnaît citer la revue en reprenant un article isolé publié dans une autre revue intitulée Kelt Omp.

En usant d'un amalgame tendancieux et sans vérifier les sources de ces citations, M. Christian Guyonvarc'h n'a pas pris les précautions d'usage et porte ainsi préjudice à la revue Ialon-Kad-Nemeton.

Le Directeur,
Alain LE GOFF

Commentaire

Nous maintenons mot pour mot ce que nous avons écrit dans le Peuple Breton de mai.

Dans l'article ***«Propositions pour une famille celtique»***, publié par Ialon en 1994, la femme est d'abord un ventre destiné à recevoir sans rechigner la semence du mâle pour combler le narcissisme de celui-ci : ***«La femme devra être capable d'accepter de son mari autant de fils qu'il en désire (et trois fils, n'est-ce point un minimum ?)... Pour cela la femme devra être solide, en bonne santé, bien en chair mais point trop grasse»*** (extrait d'un article de 3 pages du même tonneau).

Cette vision triviale de la femme est effectivement caractéristique, sous toutes les latitudes, de l'extrême droite la plus abjecte et la plus dangereuse pour les libertés.

Bien que reconnaissant la paternité de ces écrits nauséabonds, le directeur de la publication nous objecte que ***«les articles paraissant dans la revue Ialon expriment l'opinion de leurs auteurs et non pas nécessairement celle de la confraternité druidique ou de la rédaction»***.

En l'occurence l'article était signé d'un certain... Gobannogenos ! Comment dit-on faux-cul en vieux gaulois ? La chanson que nous chante Monsieur Le Goff est bien connue du côté de Sigmaringen et ressort chaque fois que l'extrême droite est débusquée. Elle ne doit espérer des démocrates bretons aucun signe de faiblesse.

Christian GUYONVARC'H

Réduction du cheptel porcin... aux Pays-Bas

Le gouvernement néerlandais a décidé de légiférer pour réduire la production porcine. Raisons invoquées, les problèmes liés à l'environnement et les problèmes sanitaires. L'objectif du gouvernement est de réduire la production de 25 % d'ici 2005 pour ramener le cheptel de 14 millions à 11 millions. La méthode consistera à attribuer aux éleveurs des droits à produire sur la base des effectifs de 1996 (source Ouest-France du 13 août).

Le gouvernement néerlandais n'est pas un repaire de dangereux révolutionnaires puisqu'il associe des démocrates-chrétiens, des libéraux et des sociaux-démocrates. Rappelons que les agro-Industriels bretons se sont largement inspirés des méthodes néerlandaises pour importer le "hors-sol" en Bretagne. Après avoir rattrapé leur maître dans le gigantisme, seront-ils les derniers à foncer tête baissée dans le mur en entraînant la Bretagne avec eux ?

Un jour avec... CELTAS CORTOS

Musique plurielle

Celtas Cortos, c'est un million d'albums en Europe, une musique plurielle. Avec leurs mélodies celtiques, additionnées de rythmes hispano latins, ces 8 phénomènes se font peu à peu un nom en France et en Bretagne où ils apprécient particulièrement jouer.

"Le Peuple Breton" : Vous venez de Valladolid, pourquoi avez-vous choisi la musique celtique ?

Jesus CIFUENTES : Il y a dix ans, en Espagne, ce type de musique était assez répandu. Quand on s'est rencontré, on trouvait sympa de jouer de la musique celtique.

Carlos SOTO : C'est aussi un peu par hasard. On trouve de la musique celtique dans le nord de l'Espagne, en Galice et dans les Asturies. Le fait que l'on vienne de Valladolid (Castille) n'a rien à voir dans le choix de notre musique.

P.B. : Comment s'est formé le groupe ?

Carlos SOTO : Voilà 11 ans que l'on joue ensemble. On a commencé au lycée. On jouait de la musique française et bretonne (Tri Yann, Gwendal), comme activité extra-scolaire ; ensuite on a joué dans les bars ou sur de petites scènes dans notre ville, puis dans toute l'Espagne. Aujourd'hui nos tournées nous emmènent jusqu'en Allemagne ou en France... On est comme les Romains !!

P.B. : Le nom du groupe à une signification particulière ?

Jesus CIFUENTES : "Celtas Cortos" était une marque de cigarettes très populaire et bon marché. Le nom "Celtas" correspondait au type de musique que nous aimions jouer, voilà... De plus on a conservé le symbole de cette marque de tabac : le petit personnage celte !

P.B. : Quelles sont vos sources d'inspiration ?

Jesus CIFUENTES : La vie même. Une chanson ou n'importe quelle création artistique représente une situation personnelle vécue. Une peinture, une chanson, une photo sont des représentations de ta vie, d'un de tes souvenirs, d'un amour, d'une passion. Tout dépend de la façon dont tu ressens la vie.



P.B. : Depuis quasiment 3 ou 4 ans, vous jouez beaucoup en Bretagne. Qu'est-ce qui vous plaît le plus ?

Jesus CIFUENTES : La Bretagne est lieu génial, accueillant. On découvre des paysages formidables, c'est chouette. Nos concerts en Bretagne sont différents de ceux en Espagne. On joue dans des salles plus petites et puis on est moins connus.

P.B. : Vous aimeriez venir vivre en Bretagne ?



Jesus CIFUENTES : Oui, bien sûr ; mais je ne parle pas un mot de français, ce serait difficile !

Carlos SOTO : Moi, ça me plairait. J'aimerais mieux connaître la région et je pense que c'est un lieu sympa pour séjourner. Et puis il ne faut pas oublier les huîtres !!

P.B. : Il y a souvent des festou noz après vos concerts en Bretagne. Je sais que vous appréciez ce genre de fête...

Jesus CIFUENTES : En effet, ce qui me plaît le plus c'est cette énergie pendant la danse. Il existe une sorte de transmission de cette énergie. C'est amusant, même si je n'ai pas encore dansé beaucoup. C'est un peu comme le fameux "Hummm..." du yoga !

P.B. : Le Bagad de Quimperlé vous accompagne, pendant votre tournée en France. Vous avez aussi joué avec Ronan Le Bars... C'était intéressant ?

Jesus CIFUENTES : C'est toujours intéressant, pas seulement parce qu'ils sont Bretons mais parce qu'ils sont des musiciens. Jouer tous ensemble, c'est apprendre pour travailler et mieux connaître la musique en général. Et jouer avec des Bretons c'est bien.

P.B. : Vous connaissez la situation actuelle de la Bretagne. Que pensez-vous de l'autonomie des régions espagnoles ?

Jesus CIFUENTES : C'est vrai que l'Espagne a une structure régionale particulière. Les régions ont leurs propres lois, leur propre gouvernement, même s'il existe un gouvernement central. Cependant, cette situation est source de conflits importants parce que toutes les régions n'ont pas les mêmes droits à la culture, à la langue... on compare souvent la situation de la Bretagne à celle du pays basque ; je pense que c'est différent. Le problème basque a des conséquences graves dans tout le pays ; vous ne vivez pas cette violence en Bretagne.

P.B. : Et vos projets ?

Carlos SOTO : On a enregistré un "live" à Valladolid au mois de février. Il est sorti le 15 mai en France. Nous serons en tournée en Espagne en août et septembre. Peut-être en Bretagne pour quelques-uns des festivals, cet été. Et voilà...

Propos recueillis et traduits par Aurélie DRILLET

Le Caucase, entre guerre et paix

Jean-Arnault Dérens est universitaire, agrégé d'histoire, et Sébastien Nouvel est étudiant et conseiller municipal de Plœmeur (Morbihan). Ils ont participé en juillet, dans l'ancienne république soviétique de Géorgie dont la capitale Tbilissi est jumelée avec Nantes, au quatrième séminaire jeunes de l'Assemblée Européenne des Citoyens. L'AEC est une organisation internationale non gouvernementale qui est née d'un rapprochement entre d'anciens dissidents des États communistes de la période soviétique et des groupes progressistes d'Europe occidentale. Elle aborde les questions de nationalités et de minorités tant à l'Ouest qu'à l'Est dans un esprit constructif en s'efforçant de concilier, à partir du concept de citoyenneté, respect du pluralisme culturel et sauvegarde des droits de la personne.

Le regard que J-A Dérens et S. Nouvel portent sur les conflits en sommeil du Caucase est lucide mais il peut aussi déranger ceux qui sont enclins à choisir définitivement un camp contre l'autre, au risque de perdre tout esprit critique. Leur reportage conduit aussi à s'interroger sur les moyens d'affirmer et de promouvoir l'identité bretonne dans un État unitariste comme la France où le brassage des populations a exilé une partie des Bretons. Peuple, culture et territoire sont au coeur de leur enquête.



Les territoires du Caucase. «L'État du monde». Éd. La Découverte.

En Ossétie du Sud, il n'y a rien. Pas de ressources naturelles, pas de gisements stratégiques cachés, rien du tout, hormis une république, des montagnes et peut-être 70.000 habitants. Dans un petit bureau du Soviet suprême de Tskhinval, la capitale, le ministre de l'information de ladite république, visiblement occupé à ne rien faire, élude toutes les questions sur la viabilité économique de l'indépendance ossète d'un péremptoire : *«ici, nous construisons l'État moderne»*. De fait, premiers subsides internationaux ont permis d'acheter au président Ludvig Chibirov une luxueuse Mercédès, symbole régalien s'il en est.

L'effondrement de l'Union soviétique a été une évidente tragédie pour des peuples qui se retrouvent divisés par les nouvelles frontières, ainsi pour les Lezguines qui vivent en partie en Azerbaïdjan, et en partie dans la République autonome du Daguestan, membre de la Fédération de Russie. Ainsi pour les Ossètes, partagées à l'époque soviétique entre une Région autonome d'Ossétie du sud dépendant de la République de Géorgie, et une République autonome d'Ossétie du nord (capitale Vladicaucase, ex-Ordjonokidze) dépendant de la Fédération de Russie. Très concrètement tous les Ossètes et tous les Lezguines disposaient autrefois du même passeport soviétique, tandis qu'il faut aujourd'hui un visa pour aller voir un membre de sa famille vivant «de l'autre côté». Après l'effondrement l'Union, l'ultra-nationalisme géorgien excité par le premier président de la République nouvellement indépendante, l'ancien dissident Zviad Gamsakhourdia, amena une réaction radicale de la part des deux principaux peuples non-géorgiens de la République : les Ossètes, mais aussi les Abkhazes. Ceux-ci disposaient d'une République autonome (capitale Soukhoum), et ne tardèrent pas à faire sécession et à expulser tous les Géorgiens de leur territoire, réalisant un des nettoyages ethniques les plus radicaux de toute l'ex-URSS. Plus de 250.000 réfugiés géorgiens originaires d'Abkhazie s'entassent aujourd'hui en Géorgie. Les Ossètes du sud ont pareillement proclamé leur indépendance, et l'on ne peut que s'étonner de l'incapacité géorgienne à réduire militairement les sécessions ossète et abkhaze. La guerre civile géorgienne qui a culminé en janvier 1992 avec le coup d'État anti-Gamsakhourdia des milices de «Chevaliers de saint Georges», les *Mkhedrioni,* manipulés par Édouard Chevarnadzé devenu depuis chef de l'État, n'explique pas tout : les 70.000 Ossètes du sud comme les moins de 100.000 Abkhazes oont été directement armés par Moscou, qui y voyait une occasion inespérée d'affaiblir la Géorgie et de la contraindre à rentrer dans le giron de la Communauté des États Indépendants (CEI). L'objectif a été atteint : la Géorgie est devenue membre de la CEI en l993, des soldats russes ont été déployés à la stratégique frontière avec le Turquie. Et en Abkhazie comme en Ossétie, une force de maintien de la paix.. russe à été déployée, sous le vague contrôle des Nalions-Unies en Abkhazie (mission' UNIMOG), et de l'Organisation pour la Sécurité et la coopération en Europe (OSCE) en Ossétie. Aujourd'hui, à Tskhinval comme à Soukhoum, tout vient de Moscou, de Sotchi ou de Vladicaucase, et seul a cours le rouble russe. Le soutien militaire russe aux Abkhazes n'a été remis en cause qu'en 1994, avec la guerre deTchétchénie : les Abkhazes étant avec lesTchétchénes les principaux piliers de la Confédération des peuples montagnards du Caucase, il devenait un peu gênant pour Moscou de soutenir les uns tout en faisant la guerre aux autres.

Aspirations nationales et manipulations impériales

Ces stratégies impériales de Moscou, ces manipulations de l'affirmation nationale, ne sont pourtant q'un aspect du problème : Abkhazes comme Ossètes n'avaient-ils pas d'autre choix que l'alternative vicieuse de l'indépendance ou de la disparition ? L'histoire des Abkhazes est fort tragique : au XIX[e] siècle, le régime tsariste les a largement contraints à l'exil en Turquie, avec d'autres peuples caucasiens comme les Tcherkesses. Lorsque les tsars ont entrepris la conquête du Caucase, ils se trouvaient face non seulement à une multitude de peuples, de langues et de religions, mais aussi à des réalités ethniques encore mal différenciées et peu territorialisées. Les peuples étaient certes pour l'essentiel sédentarisés, mais d'une vallée à l'autre, voire d'un village à l'autre, comme toujours aujourd'hui dans le Daguestan, on trouvait des clans parlant des langues radicalement différentes et/ou ne pratiquant pas la même religion. Les tsars se sont contentés de favoriser relativement quelques peuples utilisés comme chevaux de Troie pour pénétrer dans le Caucase, ainsi surtout les Ossètes orthodoxes, en écrasant ceux qui, par contre, se montraient les plus rétifs, comme les Tchétchènes ou les Tcherkesses..

Le régime soviétique a, par contre, prétendu régler la «question des nationalités» sur des critères scientifiques. Le schéma évolutionniste fixiste de Staline a retenu comme norme universelle de la modernité nationale l'adéquation peuple / langue / territoire, produisant ainsi des reclassements aberrants et une ethnogenèse à marche forcée. Certains peuples étaient réputés avoir accédé au stade national et méritaient une république fédérée, d'autres s'en approchant se voyaient gratifier d'une république autonome, tandis que d'autres encore trop éloignés de cet horizon radieux ne pouvaient revendiquer qu'une région autonome, voire rien du tout comme les Lezguines, les Meskhètes ou les Talish... Ces théories «scientifiques» ne servaient qu'à masquer une sombre cuisine géopolitique, punissant tantôt certains peuples (les Meskhètes ou les Tchétchènes déportés en Asie centrale et au Kazakhstan en 1944), en promouvant d'autres, divisant les territoires pour mieux imposer l'ordre du centre. Parmi les soucis majeurs de l'ethnographie stalinienne, on trouvait ceux de territorialiser et d'historiciser : chaque peuple devait avoir son territoire «historique», supposé remonter aux plus hautes époques, et enfin rétabli grâce à la clairvoyance du petit père des peuples. Les arguments «historiques» qui opposent aujourd'hui Géorgiens et Abkhazes sont directement issus de cette tradition scientique : il s'agit de savoir qui

est «autochtone», qui le premier a été christianisé, et ainsi de suite[1]... Le résultat final revenait à doter de territoires nationaux des peuples réputés «historiques», quitte à ce qu'ils s'y retrouvent minoritaires, tandis que l'existence d'autres groupes était quasiment niée. L'Abkhazie et l'Ossétie constituent sûrement deux exemples particulièrement aberrants de cette politique. Pourquoi les mêmes Ossètes auraient-ils atteint le stade proto-national justifiant une république autonome au nord, et pas au sud ? De même, les Abkhazes se sont retrouvés peuple éponyme d'une république autonome, où ils n'ont jamais fondé plus de 20 % de la population. Il faut prendre ce dernier cas avec prudence. Formellement, il n'y a rien là que de très louable : ce peuple opprimé par le tsarisme se voyait reconnaître son identité et sa culture, l'abkhaze était promu au rang de langue littéraire et d'enseignement. Mais la réalité de cette promotion culturelle se limitait pour l'essentiel au kitsh stalinien : folklore dévitalisé, production réaliste-socialiste de série pour garantir le statut littéraire de la langue, et homogénéisation linguistique forcée (sans parler de l'usage obligatoire de la graphie cyrillique) faisaient de l'abkhaze officiel une langue improbable, nécessairement délaissée au profit des formes dialectables, mais surtout... du russe. Au plan politique, l'autonomie abkhaze était essentiellement une manière de contrôler le nationalisme géorgien, toujours suspect depuis l'expérience de la république menchévique de 1918. L'essentiel des voies de communication de la Géorgie (le chemin de fer vers Novorossiisk notamment) passaient par l'Abkhazie, et le pouvoir politique local était nécessairement aux mains d'Abkhazes. Les compétences réelles d'une République autonome étaient bien limitées dans le système soviétique, mais cette illusion étatique (soviet suprême, premier ministre) créaient un effet de réalité important. Au moment de l'éclatement de l'Union, et indépendamment du réel bouillonnement culturel abkhaze, il a été aisé à un petit clan de prendre le pouvoir, pour appliquer ensuite contre les Géorgiens, grâce à l'aide de Moscou, un nettoyage ethnique à côté duquel celui des Serbes de Bosnie fait presque figure de petit jeu bénin. Une simple lecture de la liste des membres du parlement et des ministères d'Ossétie du sud suffit à voir que seuls quelques noms de famille reviennent, et que le pouvoir n'a pas d'autre réalité que clanique. L'organisation clanique de la société est une réalité sociologique objective, dans le Caucase comme dans les Balkans, c'est un mécanisme de gestion sociale pas forcément plus mauvais qu'un autre, et sur lequel en tout cas un jugement de valeur est déplacé. Ce système ne devient dangeureux que lorsqu'il se pare des habits «modernes» de la légitimité étatique, car il ne peut produire que des caricatures. **Il faut au contraire rompre véritablement avec le présupposé «progressiste» de l'ethnographie stalinienne (chaque peuple devant «progresser» jusqu'à son stade national et la constitution d'un État), et comprendre que des É tats ethniques dans le Caucase sont condamnés à reposer sur une légitime douteuse, et surtout sur le massacre et la spoliation des uns au profit des autres.**

Lueurs d'espoir en Azerbaïdjan

La communauté internationale a fixé un cadre de droit, sûrement injuste d'un point de vue théorique, mais peut-être pas aberrant dans la pratique, en ex-URSS comme en ex-Yougoslavie : les frontières des anciennes républiques fédérées, et d'elles seules, sont retenues comme frontières internationales,, et à ce titre réputées intangibles. L'exemple du conflit arméno-azéri pourrait le vérifier.. A la suite de pogroms réciproques (au sens exact et historique du terme : conflits ethniques suscités par le pouvoir central comme dérivatifs aux problèmes politiques et sociaux), dès 1988, l'Azerbaïdjan et l'Arménie ont entrepris de se «purifier» ethniquement, entraînant un vaste mouvement croisé de population : il ne reste plus un Azéri en Arménie, et seulement 80.000 Arméniens en Azerbaïdjan. Le conflit s'est cristallisé sur le Nagorno-Karabagh, région autonome de la République d'Azerbaïdjan, peuplée à 70 % d'Arméniens[4]. Le mouvement national-démocrate arménien des années 1980 s'est constitué autour de cette question, l'actuel président de la République d'Arménie. Levon Ter-Petrossian commençant sa carrière politique comme président du «Comité Karabagh». Les Arméniens du Karabagh ont proclamé leur République indépendante dès 1990, entraînant en retour une suppression formelle de l'autonomie régionale par le Soviet Suprême d'Azrbaïdjan. De très violent combats ont eu lieu jusqu'en 1994, se soldant par une totale victoire arménienne. Non seulement, le Karabagh est devenu une région mono-nationale, mais un immense glacis protecteur a été créé autour de l'ex-région autonome, chassant de 500 à 700.000 personnes, majoritairement Azéries, mais aussi par exemple Kurdes (nombreux notamment dans le district de Latchin)[3]. 20 % du territoire azerbaïdjanais est occupé et le pays doit accueillir en tout près d'un million de réfugiés et de déplacés intérieurs (IDP) : malgré cette situation catastrophique, l'essentiel des aides internationales continue à parvenir à l'Arménie et non pas à l'Azerbaïdjan, la propagande arménienne relayée par l'importante diaspora, notamment en France et aux USA, ayant réussi à occulter ces réalités par le souvenir, tout aussi important, du génocide de 1915. Aujourd'hui, l'indépendance de la «République du Karabagh» est formelle, le territoire étant *de facto* un appendice de l'Arménie, et il n'existe pas d'autres solutions à long terme qu'un rattachement à l'Arménie qui légitimerait les conquêtes et la purification ethnique (comment, à titre d'hypothèse, accepter ce rattachement, et refuser celui de la «République serbe» de Bosnie à la Serbie ?), ou bien une réintégration à l'Azerbaïdjan, assortie de très solides garanties pour la communauté arménienne. Le Comité de l'Assemblée des citoyens d'Helsinki (HCA-AEC) d'Azerbaïdjan a déposé un projet qui pourrait répondre non seulement à ce problème mais aussi à celui des autres minorités présentent en Azerbaïdjan. Il propose de prolonger le cessez-le-feu, de garantir une autonomie culturelle et nationale aux deux communautés qui doivent vivre à nouveau ensemble au Karabagh, de restaurer le statut d'autonomie régionale à l'intérieur de la république d'Azerbaïdjan. Les Arméniens du Nagorno-Karabagh doivent pouvoir prétendre à la double citoyenneté, celle de l'Azerbaïdjan, et celle de n'importe quel autre pays, y compris l'Arménie. Le Karabagh doit devenir une zone libre échange commune aux deux pays. Le comité HCA présidé par Arzu Abdulaeva, que la presse gouvernmentale azérie accuse de «trahison», propose d'étendre ces propositions à d'autres minorités nationales, comme les Lezguines, qui pourraient ainsi déposer d'une zone de libre échange dans leur aire de peuplement à cheval sur le Daguestan et l'Azerbaïdjan et pourraient aussi prétendre à la double citoyenneté. Ces propositions s'inscrivent dans un cadre intellectuel (post-)soviétique jouant de la déconnection ente citoyenneté et nationalité, mais d'une manière positive, qui constitue la première approche concrète pour sortir de l'alternative sécession / répression. Même si ces propositions ne peuvent pas être reprises telles quelles par le gouvernement azerbaïdjanais ni par les autorités nationalistes du Karabagh, elles représentent une ouverture nouvelle dans la région, dont pourrait aussi s'inspirer le gouvernement géorgien s'il voulait essayer de régler véritablement les questions ossète et abkhaze, sans laisser tout le champ libre à Moscou pour manipuler les légitimes aspirations identitaires des peuples caucasiens.

Jean-Arnault Dérens & Sébastien Nouvel

REPERES

Les trois républiques de Transcaucasie, la Géorgie (69.700 km² ; 5,5 millions d'habitants), l'Arménie (29.800 km² ; 3,7 millions d'habitants) et l'Azerbaïdjan (86.600 km² ; 7,5 millions d'habitants), sont indépendantes depuis l'effondrement de l'URSS. L'Abakhazie et l'Ossétie du sud font théoriquement partie de la Géorgie, la première était une république autonome, la seconde une région autonome. L'Azerbaïdjan compte une République autonome, enclavée dans l'Arménie, le Nakhitchevan, et une ex-région autonome, le Nagorno-Karabagh, en état de sécession. L'ensemble du Caucase-Nord (ou Grand Caucase), fait partie de la Fédération de Russie, on y distingue, entre autres, les républiques autonomes d'Ossétie du nord, d'Ingouchie, de Tchétchénie, du Daguestan.

[1]Lire V. Shnirelman, «The past as a Strategy for Ethnie Confrontation - Goergia», in *HCA Quarterly*, 14, 1995, pp. 20-22.

[2]Sur ce conflit, lire *Azerbaïjan : seven years of conflict in Nagorno-Karabagh*, New-York, Human Rights Watch, 1994.

[3]Lire «You too, Armenia» in *Kurdish Life*, 9, hiver 1994.

Le fonds «Maison et Terre»

Hiti Tau est une très jeune organisation en Polynésie française, dans la région Pacifique. Ses projets et ses programmes ont enregistré un succès qui a dépassé les frontières de ses îles.

Et pourtant, le réseau ne possède toujours pas de lieu de vie, pour se réunir, pour accueillir... et pour bâtir un avenir de paix pour les générations de demain. Une maison, une terre... pour elles.

Réunir 200.000 $ d'ici août 1998

C'est en pleine reprise des essais nucléaires décidée par le Président Chirac et au village de la paix de Tarahol construit pour la première fois dans l'histoire du pays par les ONG que le Conseil national des ONG du pays Maohi décida de lancer le programme «Maison & Terre».

Un compte bancaire fut ouvert : Westpac 102582 C12.

D'ici l'an 2000, il était entendu que *Hiti Tau* mobiliserait ses forces pour offrir à l'entrée de ses groupes locaux dans le troisième milénaire une terre et une maison.

Dans un même élan, les discussions du Comité de coordination fixaient pour objectif la mobilisation de 200.000 $ Usa d'ici le second Conseil national des ONG qui se tiendra à Vairao en août 1998.

Depuis, plusieurs appels à la solidarité nationale auprès de nos 56 groupes locaux et à la fraternité internationale ont été lancés auprès des mouvements, des organisations qui ont témoigné leur sympathie au peuple des ONG, en Polynésie «française».

Les donneurs traditionnels de *Hiti Tau,* ceux-là mêmes, qui lui ont accordé les fonds pour la mise en œuvre de ses programmes en faveur des femmes, des jeunes et des anciens travailleurs de Moruroa et Fangataufa, sites nucléaires où la France a testé près de 300 bombes atomiques, ont été sensibisés sur l'importance pour la famille des ONG de possèder une maison et une terre.

En Polynésie, des actions et des débats informels en vue de récolter des fonds propres se sont produits.

Des campagnes locales et nationales aux Marquises, aux îles sous le vent ont éduqué les groupes locaux sur leur nécessaire collaboration.

Dans le Pacifique et dans les pays environnants, des tours en Nouvelle Zélande, aux USA, à Hawaii... ont été initiés.

En août 1997, un an avant le délai fixé, le Comité de coordination a le plaisir d'annoncer que le fonds «Maison & Terre» affiche un crédit de 180.000 $ USA.

Soutenir le fonds «Maison & Terre»

Pour que la famille des ONGs puisse avoir un centre pour accueillir des visiteurs, organiser ses programmes, tenir des séminaires, former ses leaders locaux et nationaux, le chemin est encore long.

Pour le raccourcir, le programme «Maison & Terre» a besoin de votre compréhension.

En vous associant, par votre don, à cet effort,

– vous réalisez un geste de solidarité en direction d'une population à qui ont été imposées 30 années d'expériences nucléaires françaises.

– Vous contribuez à bâtir un avenir, un monde meilleur pour celles et ceux qui ont été laissés sur le côté par la rente nucléaire, en fait les plus fragiles et les plus vulnérables qui ont décidé au travers de *Hiti Tau* de reconstruire leur nation.

– vous apportez au financement d'actions de développement sur le long terme, au combat pour la défense des droits de l'homme et aux libertés des ONG un formidable souffle.

...C'est bâtir des îles d'avenir et de paix.



Pour marquer la présence des Organisations Non Gouvernementales (ONG) en Polynésie «française», dans la région Pacifique et dans le Monde.

Les contributions financières pour **Le Fonds «Maison & Terre»** peuvent être versées à : ***Hiti Tau***

et postées à :

Hiti Tau, BP 4611, Papeete, French Polynesia, tél. (689) 52 13 71 - fax (689) 57 28 80.

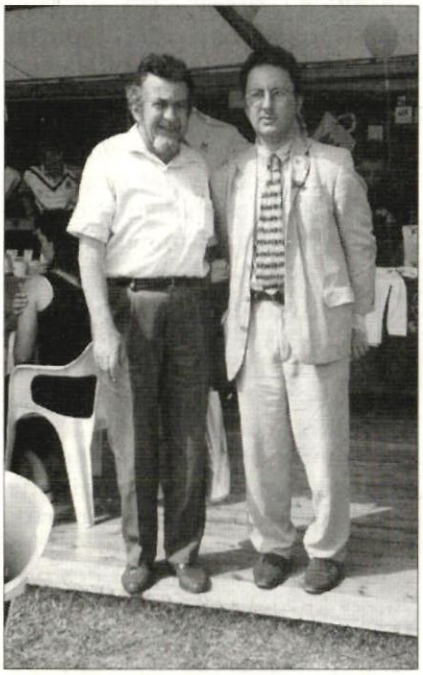
A la moitié de l'année 1997, le fonds «Maison & Terre» possède un peu plus du 1/5 des sommes ciblées à 400.000 $. L'objectif, s'il était atteint, garantira la continuité des actions développées par ***Hiti Tau*** pour les générations à venir.

Karl Davies, directeur exécutif du Plaid Cymru,

répond aux questions du «Peuple Breton»

Un récent séjour au Pays de Galles m'a permis d'y rencontrer au stand du Plaid Cymru à l'Eisteddfod national tenu cette année à Bala, Karl Davies, directeur Exécutif, qui a bien voulu répondre à mes questions.

Y.J.



Karl Davies et Yves Jardin.

– Quelle sera la question précise posée aux électeurs gallois lors du référendum du 18 septembre prochain ?

– **K.D. :** Elle est la suivante : Êtes-vous en faveur d'une Assemblée élue (pour le Pays de Galles), en répondant par oui ou par non.

Dans le cas de l'Écosse, la question sera double, avec une première question sur la création d'un Parlement écossais, et une deuxième sur le pouvoir attribué à ce Parlement de lever des impôts.

Pour revenir au Pays de Galles, le terme d'Assemblée n'a rien à voir avec l'Assemblée Nationale Française ; l'Assemblée galloise aura beaucoup moins de pouvoirs.

– Le Plaid Cymru est-il en faveur du «oui» ?

– **K.D. :** Ce qui nous est proposé, n'est pas ce que nous voulions, mais c'est mieux que rien du tout. Nous faisons campagne pour le oui en disant que la création d'une Assemblée galloise est une bonne chose pour le Pays de Galles, tout en continuant à demander l'équivalent de ce qu'a obtenu l'Écosse, c'est-à-dire une Assemblée avec des pouvoirs législatifs.

– Le référendum a lieu en Écosse le 11 septembre : Quelle peut en être l'incidence sur le référendum du 18 septembre au Pays de Galles ?

– **K.D. :** Si les Écossais se prononcent en faveur de la création d'un Parlement, les Gallois se prononceront aussi en faveur de la création d'une Assemblée au Pays de Galles.

– Un pourcentage minimum de «oui» est-il requis, comme lors du référendum de dévolution de 1979 ?

– **K.D. :** En 1979, il fallait atteindre un pourcentage de 40 % des électeurs inscrits, pour que le projet soit adopté. Cette fois, il n'y a rien de tel, la majorité simple sera suffisante.

– Quelle est l'attitude du Parti Travailliste ?

– **K.D. :** Les ministres d'origine galloise se sont vraiment engagés et font campagne pour le oui, leur attitude est différente de celle de 1979.

Ron Davies, secrétaire d'État au Pays de Galles, a voté contre la dévolution en 1979.

Il fait partie des personnes qui individuellement ont changé d'idée et qui font maintenant campagne pour le «oui».

– Et les libéraux démocrates ?

– **K.D. :** Ils sont aussi en faveur du «oui» à la création d'une Assemblée galloise, même s'ils ne sont pas pour un Parlement tel que nous le voulons. Mais ils se prononcent aussi pour des pouvoirs législatifs et le droit de lever des impôts.

– Comment sera élaboré le projet de loi sur la création de l'Assemblée galloise ?

– **K.D. :** Le Livre Blanc du gouvernement sur le Pays de Galles sera la base du texte législatif.

– Est-ce que le projet peut changer en fonction du résultat du référendum ?

– **K.D. :** Non, le projet ne sera pas changé, le Livre Blanc en restera la base. De toute façon, le gouvernement dispose d'une large majorité à la Chambre des Communes et n'aura donc pas besoin de le modifier.

– Qu'attendez-vous du vote ?

– **K.D. :** La Plaid Cymru est le deuxième parti par ordre d'importance au Pays de Galles. Il est bien sûr difficile de juger comment la scène politique va changer dans les deux ans qui viennent. Mais la population comprendra que le Plaid Cymru est le parti du Pays de Galles, et votera davantage pour celui-ci. Nous attendons de bons résultats au référendum, mais il est difficile de savoir comment se passeront les choses. De toute façon, il sera plus facile d'obtenir un bon score, lors du référendum qui sera un vote local, que lors des élections législatives qui étaient un vote général.

– Sur les 60 sièges prévus pour l'Assemblée galloise, 40 seront pourvus au scrutin direct et 20 à la proportionnelle. Pour ces 20 sièges comment se fera l'élection ?

– **K.D. :** Elle se fera sur la base des 5 circonscriptions pour les élections européennes, avec l'élection de 4 représentants pour chacune de ces circonscriptions. Il n'y aura pas de pourcentage minimum requis pour participer à l'attribution des sièges lors du partage des voix.

– Quel Parlement voulez-vous pour le Pays de Galles ?

– **K.D. :** Un parlement qui ait un pouvoir souverain. Nous attendons de

l'Assemblée à venir qu'elle voie ses pouvoirs augmenter. Il y a cent ans, il n'y avait aucune institution galloise spécifique. Depuis les institutions se sont développées, avec notamment la création du Conseil du Pays de Galles. Il y aura aussi l'exemple de ce qui se passe en Écosse.

– Est-ce qu'après la création de l'Assemblée galloise il ne sera pas plus difficile d'obtenir la souveraineté («self government») ?

– **K.D. :** Au contraire. Ce sera plus facile après que l'Assemblée galloise ait été créée.

Les gens verront qu'il est bon d'avoir une Assemblée. Cela rendra les gens plus confiants en faveur de davantage de pouvoirs.

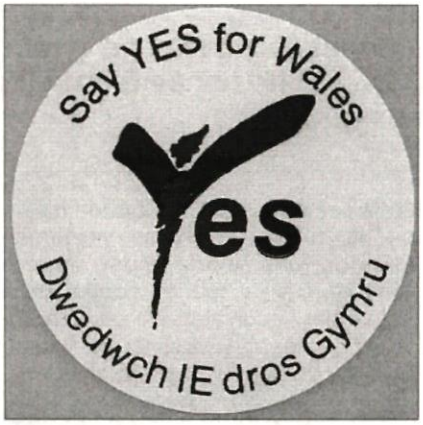
– De quelle façon menez-vous campagne ?

– **K.D. :** Nous menons une campagne qui n'est pas une campagne de parti en étant membre de la coalition qui fait campagne pour le «Oui pour le Pays de Galles». Nous demandons à nos adhérents de travailler dans le cadre de cette campagne collective. Il nous apparaît plus important d'avoir un consensus global plutôt que chaque parti mène sa campagne séparée.

– Êtes-vous confiants pour l'avenir ?

– **K.D. :** Oui, très confiants. Nous pensons que le processus de changements au Pays de Galles est un processus d'évolution.

Cette évolution continuera. A tout prendre l'évolution est préférable à la révolution.



(S'ensuit un bref échange sur l'accusation possible de réformisme ou de régionalisme).

Nous sommes tous régionalistes.

Le régionalisme est appelé à devenir important, pour les vieilles nations en Europe, aussi bien que pour les régions historiques en Europe.

– Nous vous souhaitons un plein succès lors du référendum, dont nous suivrons avec intérêt les résultats.

Être syndicaliste en Guyane

L'Union Démocratique Bretonne dénonce la poursuite de la répression en Guyane contre les militants syndicaux anticolonialistes : plusieurs personnes restent emprisonnées depuis avril, parfois loin de leur pays, de nouvelles interpellations ont eu lieu au début de Juillet ; le 21 Juillet, un responsable de l'Union des Travailleurs Guyanais, arrêté en avril puis libéré, a de nouveau été interpellé en même temps que sa compagne et sa fille de deux ans pour un motif qui semble n'être qu'un moyen d'essayer de le faire taire ; des fonctionnaires territoriaux, membres de l'UTG, sont déplacés ou licenciés par le Conseil Général.

L'UDB estime que le maintien de la répression ne permettra en aucune façon de résoudre les graves problèmes économiques sociaux, voire sanitaires que connaît aujourd'hui la Guyane dont le quart de la population active est au chômage. Continuer à réprimer les militants qui remettent en cause l'ordre existant est contradictoire avec la volonté de reprise des États Généraux de Guyane interrompus sous le gouvernement précédent.

C'est pourquoi, l'UDB, solidaire des militants anticolonialistes guyanais, demande la libération de tous les militants syndicaux et politiques encore détenus, l'arrêt des poursuites et de toute répression et l'ouverture d'un véritable dialogue avec toutes les forces vives de la Guyane y compris bien sûr les organisations anticolonialistes.

L'UDB s'est adressé dans ce sens au Premier Ministre, au Ministre de la Justice et au Secrétaire d'État à l'Outre-Mer. Elle a également demandé aux députés et sénateurs de Bretagne d'intervenir auprès des mêmes personnalités. Elle souhaite que la raison et le respect de la démocratie l'emportent sur la volonté de maintenir à tout prix le statu-quo par l'emploi à la fois de la carotte et du bâton et par un nouveau complot contre les militants anticolonialistes.

Le 26/7/97

Pour l'UDB, Yves JARDIN

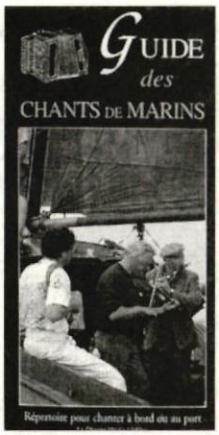
Brèves de Turquie

– UN CARICATURISTE TURC CONDAMNÉ À UN AN DE PRISON : Le caricaturiste turc, Ertan Aydlin, qui avait déjà passé 8 mois de prison en 1994 et en 1995 pour ses caricatures illustrant la torture pratiquée par la police, vient d'être condamné à un an de prison. La Cour de Sûreté de l'État vient de le condamner à un de prison pour *«insulte à l'armée»* à la suite d'une caricature publiée dans le journal de gauche *Emek* illustrant les liens de l'armée avec les crimes organisés. L'intéressé a déclaré : *«je n'ai fait qu'exprimer la réaction de la population à ces sales relations»*. Plus de 100 journalistes sont actuellement emprisonnés clans les geôles turques.

– UNE PROLONGATION DE 4 MOIS DE L'ÉTAT D'URGENCE DANS LES PROVINCES KURDES a été votée le 9 juillet par le Parlement turc «conformément aux recommandations du Conseil de sécurité nationale». Seuls certains députés du CHP (parti républicain du peuple) et du Refah ont voté contre cette mesure. La plupart des provinces kurdes se trouvent depuis 1979 sous le régime d'état d'urgence. Depuis la création de la République turque en 1924, le Kurdistan turc aura ainsi été placé pendant 58 ans sous des régimes d'exception, d'état de siège, de loi martiale ou d'état d'urgence !

– LA GUERRE DU KURDISTAN TURC A FAIT, EN DIX ANS, 29.125 MORTS affirme le préfet régional turc, Necati Bilcan, dans une conférence de presse donnée le 9 juillet à Diyarbakir. Selon ce dirigeant turc, il y aurait eu 20.680 morts dans les rangs du PKK dont 25.930 autres membres auraient été «neutralisés», c'est-à-dire emprisonnés ou retournés. Les pertes des forces de sécurité turques pendant cette même période s'élèveraient à 4.204 morts et 9.125 blessés. 4.245 civils auraient également été tués et 5.047 blessés au cours de ce conflit. Pour des raisons que M. Bilcan n'a pas évoquées, cette statistique turque n'inclut pas la période initiale qui va d'août 1984 à juillet 1987.

◆ Guide des chants de marins



Après le Guide des Gréements, Le Chasse-Marée vient de publier deux nouveaux guides dans son domaine de prédilection, le patrimoine maritime. On retrouvera la même conception, la même esthétique, la même quadrichromie dans ces ouvrages de 126 et 136 pages, vendus 98 francs.

Conçu par Michel Colleu, *Le Guide des chants de marins* commence par une petite histoire de "shanties" (chants de travail). Les chants sont classés suivant le travail qu'ils accompagnaient : hisser, virer, pomper, ramer, déhaler, etc. A tout seigneur, tout honneur, les chants à hisser commencent par "Jean-François de Nantes". Deux lignes de partitions sont suivies d'une page et demi de paroles. "Le pont de Morlaix" est plus court.

La provenance est très diverse : "John Kanaka", en anglais, avec traduction en français. "Drunken sailor", "Merc'hed Keriti" (les filles de Keritij), "Blow the man down". Chaque chanson est illustrée de dessins ou de photos. L'ouvrage s'achève par "Jean Quéméneur" (à Recouvrance). Plus de 50 chants sont ainsi répertoriés. Un très beau guide, pratique et maniable.



◆ Guide des termes de marine

Troisième ouvrage de la collection, *Le Guide des termes de marine* est un petit dictionnaire thématique qui classe 1800 termes de marine. Quatre chapitres rassemblent successivement les données sur la forme du bateau, sur la construction de la coque, sur la voilure et le matelotage, sur la navigation enfin. Pour les Bretons de la côte et d'ailleurs qui sont, comme moi, assez réfractaires au vocabulaire spécialisé, ce dictionnaire sera très utile, d'autant plus que ce sont des termes qu'on apprend et qu'on oublie aussitôt, faute d'avoir l'occasion de s'en servir concrètement.

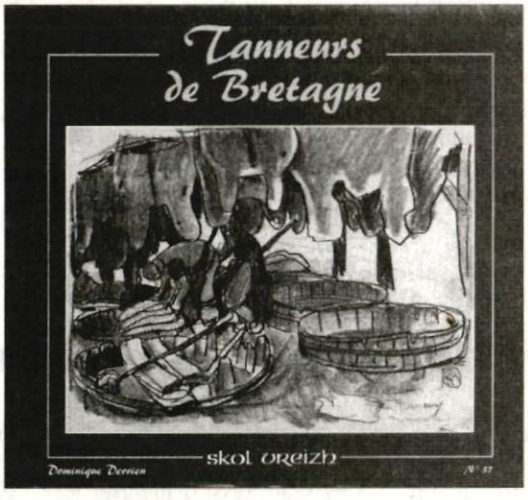
Si bâbord et tribord ne posent plus de problèmes, il n'en est pas de même d'*acculement, coefficient prismatique, disque de Plunsoll, franc-bord, tillac, skotilh, teugue.*

Ecrit simplement (eh oui !), l'ouvrage permet aussi une découverte progressive et raisonnée, photos et schémas à l'appui. Il est sans doute destiné à devenir un petit ouvrage de référence.

◆ Tanneurs de Bretagne

La collection bleue de Skol Vreizh a déjà consacré nombre de livres aux métiers traditionnels de Bretagne : Johnnies, teilleurs de lin, bières et brasseurs... Cette fois, Dominique Derrien a écrit un ouvrage de 86 pages consacré aux tanneurs. Il s'agit d'une profession ancienne, déjà active au XVII[e] siècle, et qui a perduré jusqu'aux années 50. Elle était représentée dans presque toutes les villes et même dans les gros bourgs, sur les petits fleuves côtiers. Fougères, Dol, St-Malo, Dinan, Lamballe, St-Brieuc, Guingamp, Lannion, Morlaix, Landerneau, Carhaix, Quimper, Concerneau, Quimperlé, Hennebont, Locminé, Vannes, Redon, Rennes, Guérande, Nantes, Machecoul et Clisson en comptaient plusieurs ateliers.

L'activité existait aussi en milieu rural. Les métiers du cuir, c'étaient les cordonniers, corroyeurs, tanneurs, blanconniers, gantiers, selliers-bourreliers, chapeliers, pelletiers, ceinturiers et autres cabassiers. L'auteur nous en présente d'abord l'historique jusqu'à la Révolution et particulièrement jusqu'à la crise du XVIII[e] siècle, due en partie aux longs conflits France/Angleterre qui nuisent au commerce maritime international.



L'auteur consacre une seconde partie à l'organisation et au fonctionnement de la production au tournant XVIII[e]-XIX[e] siècles. Beaucoup de dessins de Jacques Burel illustrent ces métiers, un peu à la façon de Mathurin Méheut, dont les dessins sont également présents dans l'ouvrage.

L'évolution du XIX[e] siècle est retracée, puis celle de la période 1870-1970, intitulée par l'auteur : "vie et mort des "petits Creusot" bretons du cuir (1870-1970), avec, bien sûr, l'aventure fougeraise de la chaussure. Au tournant de 1980, les dernières tanneries bretonnes ont cessé de fonctionner. L'auteur explique pourquoi.

Claire, pédagogique, bien illustrée, la plaquette comporte en outre une vingtaine d'illustrations en couleurs. L'auteur a ajouté les témoignages au travail d'archives, d'où un texte très vivant (60 F).

J.J.M.

◆ Kastel Nevez (Châteauneuf-du-Faou), de Y. Moulin

Coop Breizh publie un ouvrage intéressant de Yann Moulin consacré à Châteauneuf-du-Faou et au Pays Dardoup. Il est d'ailleurs sous-titré : "Les tribulations d'un Bidard en pays dardoup. Précisons, comme le fait l'auteur, que le pays dardoup, c'est Châteauneuf et les communes voisines : Plonevez-du-Faou, Collerec, St-Goazeg, Laz et St-Thois. Les Bidards, c'est plus au nord, dans l'Arrée, avec Braspart, puis Gouézec, Lothey, Lennon,



Pleyben, Le Cloître, Lannedern et Loqueffret. C'est une sorte d'opposition de clans, immémoriale. L'auteur, qui guide des visites dans le domaine de Tréverez, nous fait visiter Châteauneuf, quartier par quartier ; il explique les noms de lieu, présente le canal de Nantes à Brest ("ar stêr vraz"), évoque des personnalités (Marion du Faouet, La Fontenelle), présente des documents d'archives. C'est un livre primesautier, non académique, riche d'informations.

A partir d'exemples locaux, il fait un bon cours de toponymie et exalte la langue bretonne, qu'il faut sauver. Il questionne beaucoup d'anciens pour trouver des éléments d'explication manquants. Il publie nombre de cartes postales d'avant-guerre, bien légendées. Il sait aller du particulier au général.

(2063 pages, 130 F, éditions Coop Breizh).

◆ Souvenirs d'un chenapan trégorois

Polig Monjarret est un militant culturel breton bien connu, engagé depuis la période de la guerre. Fondateur de Bodadeg ar sonerion et du SPI, co-fondateur du Festival de Cornemuses à Brest et du Kan ar Bobl, il a forcément beaucoup à dire et entreprend la publication de ses mémoires. Le premier tome concerne ses douze premières années, vécues dans le Trégor guingampais, c'est-à-dire bien avant toute action bretonne.

Il s'agit d'un récit simple, sur le ton de la conversation, où l'auteur évoque des souvenirs d'enfance, des anecdotes, des observations à caractères ethnographiques. Polig a vécu aux frontières de la ville et de la campagne, autour de Guingamp. Il a observé et retenu les façons de parler, le vocabulaire des autres enfants de l'époque, à l'école ou dans les jeux. Il décrit avec minutie la vie quotidienne à l'école des frères, puis à l'école primaire publique, puis à l'Institution Notre-Dame, où l'on découvre une curieuse entorse à l'enseignement évangélique : les trois classes d'internes ; certains ayant de la viande à chaque repas, d'autres pas ! D'autres séquences défilent : le concours de boules, les fêtes de quartier, le concours de pêche, la



fête foraine et le cirque, les remèdes de bonnes femmes et bien d'autres. C'est un récit sans prétention mais le collecteur est aussi un ethnologue. Il sait retenir le détail significatif, déceler les évolutions. Le monde semi-rural de basse-Bretagne des années 20 et 30 est bien campé.

Ce n'est pas un chef-d'œuvre d'écriture. Il y a des répétitions. Il y a aussi tendance à idéaliser cette période, par opposition au monde d'aujourd'hui. Tendance fréquente à glorifier le "bon vieux temps", qui était surtout celui où l'auteur était jeune. Pourtant, cela se lit facilement, c'est plutôt agréable et souvent, très bien observé.

J.J.M.

(135 F, 316 pages, Coop Breizh).

◆ Histoire des Ecoles de pêche maritime

La même collection « Nature et Bretagne » publie cette « contribution à une ethno-sociologie des populations littorales », œuvre de Denis Biget.

Après 1895, on créé des écoles de pêche car on commence à considérer que les connaissances sur la pêche ne peuvent se transmettre seulement de façon empirique. Ces écoles s'adressèrent tant aux enfants qu'aux adultes. Il s'agissait aussi d'intégrer les populations du littoral à la société globale, donc de les acculturer. Les écoles de Groix, de Loctudy sont principalement étudiées. Des documents photographiques, des année 20 aux années 60, sont reproduits. On regrettera une description très limitée de la situation globale du monde maritime à la fin du XIX^{e} siècle, comme on en rencontre dans certains ouvrages d'Histoire de Bretagne. Par contre, des précisions intéressantes sont données concernant la pédagogie des écoles d'apprentissage maritimes, les programmes, les enseignements donnés, des considérations judicieuses soulignent le lien entre ces écoles, et l'Armée, qui voudrait bien pouvoir utiliser les pêcheurs en cas de guerre. La Science, le Progrès, la République étaient les valeurs de base des fondateurs des EAM. Elles assuraient la cohérence de la formation. Aujourd'hui, rien n'est aussi simple !

J.J.M.

Juillet-août... vu par Nono













Fest-noz à Bubry

Le Bagad de St Yves-Bubry organise **samedi 27 septembre**, un fest-noz. Cette année, afin de montrer au public sa participation de plus en plus active avec le cercle Bugale Melrand, un spectacle en commun sera donné à 20 h 30 et sera suivi d'un fest-noz animé par Kurun, Tan Ba'n ti, les sonneurs Ar Gwenneg/Bauche, les chanteurs Pallarig/Kristen.

Fest-noz à Plésidy

A l'occasion du 3e anniversaire de l'ouverture du collège DIWAN de Plésidy, le **samedi 27 septembre** à Boqueho, avec Pevar Den, les Chantous D'Loudia, Moal-Chaplain, Malrieux-Urvoy et Skolajidi Plijidi.

Nuit de la gavotte à Poullaouen

L'association Dans Tro organise sa traditionnelle NUIT de la GAVOTTE (NOZVEZ ar GAVOTTENN) le **samedi 20 septembre** à POULLAOUEN. Avec Bastard Tad ha Mab, Lozac'h-Louarn, les frères Dilasser, Tallec-Leclere, Toutous-Le Meur, Kerdoncuf et les Frères Molard, Jean Le Floc'h à l'accordéon, Duro-Jouve au treujznn gaol, Yves Le Roy à l'harmonica... Scène ouverte à partir de 20 h, à la salle des fêtes.

Festival Celtomania

Vendredi 3 octobre, soirée Ecosse avec Chaladh dha, Fa Si Nantes, Askol ha brug à l'Espace Culturel Onyx, St-Herblain ; Musique au pub Le Killamey, Nantes ; Pub breton avec Ihnze, au Boest an Diaoul, Nantes.

Samedi 4 oct., Djiboujep, Vent de Galerne, fest-noz, à la maison de quartier Doulon, Nantes ; Les Dimezelles, à la Médiathèque Nantes Nord.

Dimanche 5 oct., 16 h, Bagad Gilles de Retz ; les enfants de Diwan ; les Druides saumonés, salle Paul Fort, Nantes.

Lundi 6 oct., émission-débat, L'image de la Bretagne fait-elle vendre ? CCO Tour Bretagne, Nantes.

Mardi 7 oct., Ket Celtic Jazz, au Pannonica, Nantes ; Nadine Benizet, conteuse à la Médiathèque Nantes Nord.

Mercredi 8 oct., La légende de R. Karadalan, Patrick Ewen, au château de la Gobinière, Orvault ; animation avec Gordon Mac Arthur et émission-débat : le disque en Bretagne, à la médiathèque Nantes Nord ; Kern au Pub Le Paddy's Dooley, Nantes.

Jeudi 9 oct., Doé Brime, au Pub Le Graslin.

Vendredi 10 oct., Patrick Ewen, récits barbares, à la Frébaudière Orvault ; Pub breton avec Rue de la Gouaille au Boest an Diaoul, Nantes ; fest-noz avec Annie Ebrel, Nolwen Le Buhé, Six à la douzaine, Les imprévus, Patrick Lefèvre, Brou-Hamon, Quimbert-Guillou, aux Salons Maudits, Nantes.

Samedi 11 oct., Gilles Servat, sur les quais de Dublin, à l'Espace Culturel Onyx, St-Herblain.

Du 30 sept. au 31 oct., exposition Fées et Korrigans ; du 3 au 29 oct. sculptures Loïc Corouge ; 16 sept au 11 oct., Expo l'Echo des Cornemuses, médiathèque Nantes Nord.

Prochain programme des Celtas Cortos

Le 13 septembre, à Paris.

Le 25 novembre, au Zénith.

Le 29 novembre, à Brest.

Le 30 novembre, à Douarnenez.

ERRATA (PB de juillet-août)

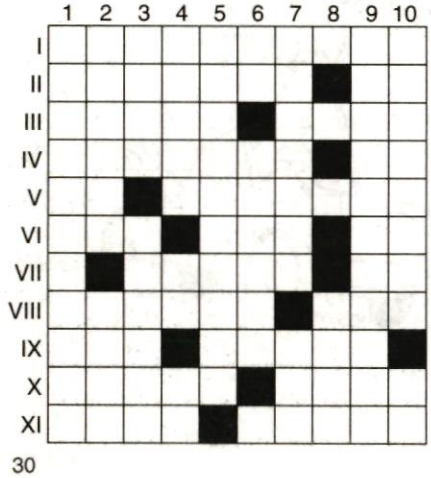
1) Dans l'article «Brocéliande polluée par le Front National», il fallait lire Paimpont... et non pas Paimpol.

2) Dans l'article «Une nouvelle majorité en Irlande» (Peuples du Monde), au sujet du FINE GAEL, il fallait lire bien sûr «parfois comparé à l'UDF»... et non pas à l'UDB. Il s'agit d'un parti de centre-droit, comme le précisait l'article.

Mots Croisés Bretagne-Celtie

n° 96

(Certains mots sont en breton – Réf. : dictionnaires de R. Hémon, P.J. Hélias et F. Favereau)



HORIZONTALEMENT : I. Certaines d'entre elles demeurent demoiselles toute leur vie. – A Clisson, n'était pas symbole de paix ; C'est donc économique. – III. Semble avoir fait bon ménage avec les Celtes ; Remonte les rivières au printemps. – IV. Danse célinienne ; Au cœur de Briec. – V. A moitié chauve ; On y menait la vie de château. – VI. Ancienne unité de poids ; Le « Gros blond » mériterait de l'être ; Article défini contracté. – VII. Tel certain péché ; Demi-dieu. – VIII. Cette famille donna naissance à un fameux corsaire malouin ; Affluent de la Vilaine. – IX. Lettres de Dignan ; Parfois pressant. – X. Inversé : paradoxalement drôle, vu par le Breton Marcel Carné et le demi-Breton Jacques Prévert ; Celte du Nord. – XI. Prénom commun à deux Malouins célèbres ; En breton on y entre, en français on s'y réfugie.

VERTICALEMENT : 1. Cette île fut quittée pour Deas par les disciples de St Philibert. – 2. Nom celtique donné à la Grande-Bretagne ; Déplaisante à manier pour ceux qui l'ont. – 3. Un paresseux vu par un paresseux ; Formule publicitaire dont le nom vient du gaélique. – 4. On ne peut en tirer profit que de bas en haut ; A la source de l'Aulne ; C'est vraiment trop. – 5. En remontant, de jour en jour. – 6. Au cœur de St Méen ; Panique à Sauzon. 7. On l'apprécie d'autant plus lorsqu'elle est communicative ; Sentiment hostile ou maladif. – 8. Un fragment à examiner de bas en haut. – 9. Un échinoderme tombé du ciel ? – 10. L'un deux doit sa célébrité à Géricault ; Engagement solennel.

M. ERWAN

SOLUTION du n° 95

Horizontalement : I. CHATEAULIN. – II. HEDE ; CLORE. – III. ALARC'H ; TAC (TACH). – IV. SOMBRANT. – V. SI ; ONDEES. – VI. ESPRIT ; V.S. (VICTOR SEGALEN). – VII. MEREREZH. – VIII. ABERRANT. – IX. RAIE ; IDEE (RIDEE). – X. EORLEC'H ; TU. – XI. ETELLOIS.

Verticalement : 1. CHASSE-MAREE. – 2. HELOISE ; AOT (AOTROU). – 3. ADAM ; PRAIRE. – 4. TERB (BRET) ; REBELL. – 5. CROIRE ; EL. – 6. ACHANTER ; C.O. (CHARLES D'ORBIGNY). – 7. UL (LU) ; N.D. (NOEL DEVAULX) ; ZRIHI (HIRIZ). – 8. LOTTE ; HAD. – 9. IRA ; EV ; NET (NETRA). – 10. NECESSITEUX.

Stages de musiques et danses traditionnelles à Merdrignac

L'association « DANS AR MENE » de MERDRIGNAC organise des stages de musiques et danses traditionnelles tout au long de l'année scolaire :

– accordéon diatonique, avec Yann Dour, Yann Le Ho, Alain Pennec et Ronan Robert (3 niveaux, débutants, moyens et confirmés).

– bombarde, avec Christian Faucheur du groupe Storvan (2 niveaux, débutants et confirmés).

– flûte traversière, avec Hervé Guillo (Storvan).

– Guitare, avec Soig Siberil, Marc Thouenon et Yvon Riou.

– Violon, avec Jean-Yves Barduil et Christian Le Maitre.

– Chant Gallo, avec Mathieu Hamon et Marie-Noëlle Le Mapihan (des Mangeouses d'Oreilles).

– Danses traditionnelles, avec Yves Leblanc et Yann Le Ho.

Les premières sessions ont lieu dès le 6 septembre. Renseignements et inscriptions auprès de Marie-Claire Leux au 02.96.56.16.43 ou au 02.96.28.47.63.

Liviou ar Vro à Quimper, du 18 au 21 septembre

Ti ar Vro organise les 18-19-20-21 septembre prochains, une manifestation culturelle bretonne, intitulée "Livioù ar Vro". Prenant la suite des "Nuits de la culture bretonne" organisées depuis trois ans en collaboration avec la ville de Quimper, ces journées proposeront gratuitement au public :

– une soirée cinéma-débat, le jeudi soir, en collaboration avec les Studios du Chapeau Rouge. Sera projeté le film *"BZH, des Bretons, des Bretagnes"* d'Olivier Bourbeillon et Marie Hélia. Il sera suivi d'un débat, animé entres autres par les réalisateurs, mais aussi par des universitaires et représentants du mouvement culturel et politique breton.

– des visites guidées de la ville (inédites !), en collaboration avec le service patrimoine de la ville (visite nocturne avec mise en scène le vendredi soir, sur les personnages célèbres de Quimper et leurs rapports avec la culture bretonne) + (visite des maisons à pans de bois pour permettre au public de mieux connaître l'histoire de la ville, en breton et en français, les samedi et dimanche).

– des ateliers-découvertes : initiation à la danse, au chant choral en breton et en français, à la langue bretonne, à la lutte bretonne (gouren), broderie, contes en breton et en français, le samedi après-midi.

– un repas-cabaret, animé par les jeunes accordéonistes de musique traditionnelle et un fest-noz vras le samedi soir.

– des spectacles de danse, musique et chants, animés par les cercles celtiques, les bagadoù, chorale, l'école de musique, les écoliers de Diwan...

Samedi soir, SPECTACLE DES JEUNES à 20 h 30, au Pavillon (le samedi étant dédié à la jeunesse et au renouveau de la culture bretonne).

Dimanche, SPECTACLE DE LA TRADITION VIVANTE (animé par les adultes) à 15 h, au Pavillon.

Skolaj-Lise Diwan Roparz Hemon

Emañ DIWAN o klask

– Evit Skolaj-Lise Roparz Hemon - 29480 Ar Releg-Kerhuon.

***Un Is- Rener evit al Lise** (brezhoneg, mestroniezh dre ret) Post er Relag-Kerhuon e 97/98 hag e Karaez goude.

***Kelennerien** (brezhonneg, aotreegezh dre ret, kevratet pe get gant an Deskadurezh-Stad).

War : ar galleg ; Ekonomiezh ; sport.

– Evit Klasou Kemper (Skolaj).

***Kelennerien** (brezhonneg, aotreegezh dre ret, kevratet pe get gant an Deskadurezh-Stad).

War : sport ; teknologiezh ; skiantoù ar vuhez hag an douar ; galleg.

Lizher emginnig ha C.V. da gas da : Skolaj-Lise Diwan Roparz Hemon, Straed Gay-Lussac, 29480 Ar Releg-Kerhuon.

Stage de breton parlé

Le Centre "forêt-bocage" de La Chapelle-Neuve organise en collaboration avec "Skol an Hanternoz" plusieurs stages de breton parlé durant l'année 1997-1998. Ces stages seront ouverts à toutes les personnes, exceptés les débutants complets. Les cours qui se dérouleront en petits groupes mettront avant tout l'accent sur la pratique du breton dans la vie quotidienne, tout en s'appuyant sur les différents acquis de chaque stagiaire.

Dates des stages : du lundi 27 au jeudi 30 octobre 1997 ; du samedi 13 au dimanche 14 décembre 1997 ; du samedi 14 au dimanche 15 mars 1998.

Renseignements complémentaires : Centre de découverte "forêt-bocage", 5 hent an Dachenn sport, 22160 La Chapelle-Neuve. Tél. 02.96.21.60.31.

AUX RENDEZ-VOUS DU CINÉMA

Projection bimestrielle de films documentaires et de fictions en présence des réalisateurs

Mercredi 1er octobre 1997, à 18 h 30, auditorium de la médiathèque de Lorient

«Cinéaste animalier : un métier fascinant, mais rare...»

La nouvelle saison des « Rendez-vous du cinéma » débutera le **mercredi 1er octobre, à 18h30,** avec un film de **Yvon Le Gars, cinéaste animalier**, un des seuls représentants du genre en Bretagne, **ornithologue**, ex-conservateur de réserves d'oiseaux marins, responsable de la commission «édition» de la Société pour l'Étude et la Protection de la Nature en Bretagne (SEPNB/Bretagne vivante).

Yvon Le Gars présentera son film **«Haro sur le Goéland» (projection 16 mm)** qui évoque la démographie, le comportement, les mœurs alimentaires de ces « poètes ailés». Mais qui n'occulte pas non plus les problèmes qu'ils posent.

La projection publique sera suivi d'un débat animé par **M. Philippe NIEL, Conseiller Pédagogique et Technique auprès de Jeunesse et Sports Bretagne.**

La soirée se terminera par la présentation du **CD-ROM «Falaises vivantes»** qui a obtenu le prix du «Meilleur CD-ROM» au XVe Festival International du film d'environnement (RIENA), à Paris, en novembre 1996.

Entrée libre.

Foire des produits biologiques

Dans le but de mettre en place la 2e Foire de produits biologiques de Muzillac, l'association «Terre en Vie» a été créée. Regroupant pour le moment 25 adhérents, elle a pour objet de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, et d'agir pour le développement d'un milieu rural vivant par la création d'une dynamique locale impliquant tous les ruraux.

Le président de l'association est Paul Dréno, agriculteur biologique à Arzal, la trésorière Eléna Floc'h de Billiers, la trésorière-adjointe Karine Stevant de Questembert et le secrétaire Pierre-Yves Floc'h d'Elven.

Une de ses premières actions est ainsi de mettre en place la deuxième Foire de produits biologiques de Muzillac, qui aura lieu les 27 et 28 Septembre 97. Cette année, le marché des produits biologiques aura lieu sur deux jours avec une quarantaine d'exposants et sera complété de diverses animations pour petits et grands et de conférences sur «le Pain»' et «le développement durable» avec Pierre Rabhi.

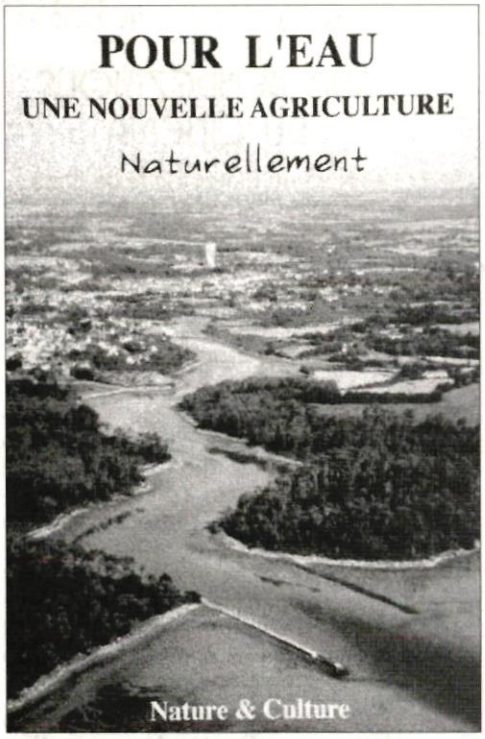
Cette manifestation nécessitant beaucoup d'organisation, l'association recherche des bénévoles pour aider les jours de la foire. L'association recherche aussi des entreprises locales susceptibles de sponsoriser la foire. Pour tout renseignement, vous pouvez contacter Paul Dréno au 02.97.45.01.94 ou par fax au 02.97.66.60.16.

Nature & Culture

association pour la promotion du développement durable en Bretagne, présente :

«Pour l'eau, une nouvelle agriculture, naturellement»

Un ouvrage sur un réseau de fermes en marche vers l'agriculture durable



- 30 fermes performantes économiquement, respectueuses de l'environnement et qui répondent aux nouvelles attentes sociales,
- dans toutes les filières de production, sur l'ensemble du territoire breton élargi à la Mayenne, avec des approches différentes (retour à l'herbe, agrobiologique, élevages de plein air...),
- une analyse systématique (critères technico-économiques, données agronomiques et écologiques, regard sur la qualité de vie des agriculteurs, historique de la structure...),
- une ouverture sur le tissu socio-économique : la présentation de filières associées à l'agriculture durable,
- 100 pages, sortie en septembre 1997.

Renseignements et commande d'ouvrages : **Nature & Culture**, 5 rue Pasteur, 56100 LORIENT, tél./fax 02.97.84.70.27.



UN CADEAU !

Pour tout abonnement nouveau au *"Peuple Breton"*, vous pouvez choisir un *"Cahier du Peuple Breton"* que vous recevrez en cadeau :

- ❑ La Bretagne et les problèmes écologiques
- ❑ Le procès du centralisme
- ❑ Une Bretagne responsable dans un monde solidaire.

Abonnez-vous au Peuple Breton !



NOM ..... Prénom .....

Adresse .....

.....

- Souscrit un abonnement ❑
  un réabonnement ❑
  - tarif normal : 160 F
  - tarif de soutien : à partir de 180 F
  - étranger : 200 F et plus
  - étranger par avion : 230 F et plus

à partir de N° ..... inclus

- Prélèvement automatique mensuel
  - ❑ minimum : 13 F
  - ❑ de soutien : 15 F-20 F-30 F

(Joindre un relevé d'identité bancaire)

- **Ci-joint le règlement par :**
  - ❑ **chèque postal**
  - ❑ **chèque bancaire**
  - ❑ **mandat-lettre**

à l'ordre du "Peuple Breton-Pobl Vreizh"

9 rue Pinot Duclos, 22000 SAINT-BRIEUC - C.C.P. RENNES 2365-76

Selaouit

par Pierre Morvan

BAGAD CAP CAVAL

(Déclic, Blue Silver, 50503-2)



Cap Caval appartient à la nouvelle génération des « ensembles instrumentaux bretons ». C'est seulement en 84 qu'il a vu le jour, fondé par une poignée de fondus de la musique bretonne. Classé en première catégorie, Cap Caval n'hésite pas à sortir des sentiers battus pour nous livrer quelques perles. Comme cet « Appel de Bergers » mêlé à une « Marche du Pays Fanch » ou « Medley » une époustouflante suite d'airs écossais ou encore cette très belle « Suite du Pays de Guérande ». Ouverture est là aussi le maître-mot, ouverture sur le chant avec Marie-Aline Lagadec, ouverture sur des instruments d'ordinaire étrangers à ce type de formation, la guitare basse ou le bouzouki, ou plus étrange encore, le ... « cavalafon », qu'il vous faut découvrir d'urgence.

C'est Padrig SICARD qui signe le court texte de présentation du CD et sa contribution ne semble pas s'être arrêtée là si j'en juge au nombre de petits « Sicard » membres du bagad... Un ensemble créatif !

BAGAD DE LANN BIHOUE

« Glann Glaz » (Ar Folk, Diffusion Breizh, CD 440)



Depuis 45 ans, le Bagad de Lann Bihoue a vu défiler - c'est le cas de le dire - un nombre imposant de musiciens bretons, élus parmi les appelés du contingent... Une source qui ne devrait pas tarder à se tarir, compte tenu de la fin - enfin ! - de la conscription. Pour autant, il ne faut pas à hésiter à dire que Lann Bihoue, au-delà de l'évidente récupération sous-jacente, n'a pas été la forme la plus inutile du Service National et a peut-être même contribué à forger un certain nombre de « consciences bretonnes ».

Musicalement, le Bagad de Lann Bihoue n'est pas non plus - et loin s'en faut - le plus mauvais des ensembles bretons et ce nouveau CD vient le confirmer avec éclat. Ici encore, sens du rythme, goût de l'innovation, de la recherche musicale et du travail bien fait sont au rendez-vous et pourraient presque nous donner quelques regrets... A signaler un pupitre batterie particulièrement performant et beaucoup de bons moments, notamment deux ou trois échappées médiévales du meilleur effet.

VIDES

La chanson bretonne est en deuil. La disparition de Manu KERJEAN, à l'âge de 84 ans, laisse un grand vide. Manu, chanteur du pays fisel, était l'une des grandes voix de Bretagne. Surtout, dépositaire d'une riche tradition familiale et spécialiste de longue date du kan ha diskan mais aussi du kan a boz (chant à pause), il avait su partager, faire profiter les autres de son art, de ses connaissances, de sa technique bien particulière... Erik MARCHAND, parmi beaucoup d'autres, a bénéficié de son enseignement. On peut retrouver Manu, notamment, sur l'album coproduit par Ar Men et Dastum et consacré aux « Sources du Barzaz Breiz aujourd'hui ». Il y chante justement en compagnie d'Erik. Kenavo, Manu. Et merci.

Autre deuil, autre vide, celui laissé par le « roi » Fela, Fela Anikulapo Kuti, le prince de l'Afro beat, disparu à 59 ans. Fela le rebelle, l'immense provocateur, le militant du panafricanisme, le plus populaire des chanteurs africains a connu à plusieurs reprises les prisons nigérianes. Il dérangeait... « La musique est l'arme du futur » avait-il l'habitude de dire. Une devise qui vaut bien, aussi, pour la Bretagne. « L'avenir est à nous car notre désir est neuf » ajoutait-il (Parole et Musique, janvier 90)... Le roi Fela a montré la route avant de s'éclipser.

KEMENER-SQUIBAN

« Ile-Exil » (L'Oz Production, Diffusion Breizh, L'OZ II)



Quatre clefs de sol dans Télérama... je ne vois pas bien ce qu'il va m'être possible d'ajouter pour vous convaincre d'investir dans ce nouveau disque du duo Kemener-Squiban.

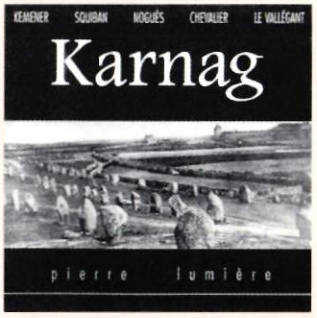
Le chanteur et le pianiste s'étaient déjà retrouvés, il n'y a pas si longtemps, pour « Enez Eusa », un superbe opus dont ils reprennent ici « Plac'hig Eusa » et « Evnig Bihan ». « Ile-Exil », tiré d'un spectacle que nombre d'entre nous ont pu applaudir sur l'une ou l'autre des grandes scènes bretonnes, poursuit ce dialogue, cet échange étrange, riche d'émotion et de sérénité. Dialogue entre cette voix si belle, envoûtante, et le pianiste doué qui s'offre et nous offre quelques espaces de liberté («Ar Seizh Avel »). Dialogue entre un chanteur et son pays tant aimé, que dessinent comme un décor les images sonores signées Yann Paranthoën, mouvements de vagues et pluies d'orage...

« Je te chante mon pays/(...) Je te chante pour ta folie/pour tes bagages de rêves »... Empruntés à Xavier Grall, extraits du « Rituel Breton », ces quelques vers nous disent tout l'amour que porte Yann Fanch à la Bretagne, qui lui a tant donné, tant appris. Car « Ile-Exil » est aussi le fruit d'une quête, celle du savoir et de la mémoire, le fruit de rencontres initiatiques. Un superbe hommage à la Bretagne. Et à son peuple.

KARNAG

« Pierre de Lumière » (Escalibur, Diffusion Breizh, CD 867»

L'excellence de la poésie bretonne - Guillevic, Angèle Vannier, Hélias, Grall - et la fine fleur de notre musique - Yann Fanch Kemener, Didier Squiban, Kristen Noguès, Jean Chevalier, Jean Louis Le Vallégant - appelés à la rescousse d'une entreprise quelque peu (et sans doute même pas qu'un peu) sujette à caution... voici cette « Pierre Lumière », résultat d'une commande de la très officielle Caisse Nationale des Monuments Historiques qui témoigne là d'un intérêt un peu nouveau pour la « matière » bretonne. La controverse qui entoure cette « Pierre Lumière », le PB s'en est déjà fait l'écho sous la plume vengeresse et alerte d'Al Louarn. L'objectivité m'oblige à écrire que le disque est nettement plus intéressant que la cause qu'il est censé servir, à savoir l'enfermement et la confiscation des menhirs de Carnac. Le choix de la voix un peu minérale de Yann Fanch Kemener est particulièrement heureux et les musiciens sont bien entendu tous talentueux.



Au fond « Pierre Lumière, la beauté, la puissance et le mystère qui s'en dégagent - je pense notamment au surprenant « Lec'h » de Kristen Noguès - donneront peut-être aux alignements de Carnac l'envie et la force de secouer le joug administratif qui menace de les étouffer. Et alors, les « pierres multimillénaires» resteront debout et fières... Comme des « Menhirs Libres » !

THE CHIEFTAINS

« Santiago » (RCA Victor, 09 026 68 602-2)



Les Chieftains aiment à tromper leur monde. Alors que l'on pourrait croire embarquer pour l'Irlande nous voici entraînés en Galice, où la bande à Paddy a glané ses dernières trouvailles musicales. Après la Chine et ...la Bretagne, les Chieftains poursuivent donc leur pèlerinage, pour notre plus grand plaisir, il faut bien l'avouer. « Santiago » a été enregistré avec l'aide de nombreux musiciens et chanteurs galiciens, dont Carlos Nùnez, un assez extraordinaire joueur de cornemuse (gaita), qui fera l'objet d'un prochain Selaouit. Avec l'aide aussi du fameux guitariste Ry Cooder, présent sur deux titres. Quand nos cousins celtes d'Irlande rencontrent nos cousins celtes de Galice le résultat ne peut que nous épater. Là encore il y a débordement d'énergie et de prouesses vocales et musicales, le savoir faire des Chieftains et leur intelligence créatrice n'étant plus à démontrer et leurs invités se montrant tout à fait à la hauteur. Ecoutez « Dueling Chanters » ou « Setting Sail », vous m'en donnerez des nouvelles avant de souhaiter, comme moi, que les Chieftains n'hésitent pas à s'embarquer - nous embarquer - vers de nouvelles aventures.

PILÉ-MENU VAUT MIEUX QU'ARNAQUE

A Carnac le 17 août, 600 manifestants déterminés ont lancé le *Tube de l'été indien*. C'est un "Pilé-menu" composé par "Moyens du bord" et qui est destiné à s'enrichir de nouveaux couplets à chacun des futurs épisodes de la lutte pour le respect du site et sa non-exploitation par la caisse des monuments historiques et autres exploiteurs de richesses qui appartiennent à tous.

A Carnac il y a 10 menhirs
Ce serait bien de les mettre en cage
De les mettre en cage et de faire payer
Tous ceux qui viendraient pour les visiter

A Carnac y'a un belvédère
Ce serait bien de le mettre en l'air
De le mettre en l'air de le faire sauter
Pour remettre les menhirs en liberté

A Carnac y'a des promoteurs
Des élus des spéculateurs
C'est d'abord la mer qu'ils ont saccagée
Et puis les menhirs ils vont détrousser

A Carnac y'a eu une "enquête"
Heureusement les gens ont levé la tête
Et c'est par centaines qu'ils ont signé
Pour dire "non" aux menhirs emprisonnés

Dans la ville de Vannes y'a un préfet
C'que les élus veulent c'est sur il le fait
Malgré la majorité d'opposants
Pour lui "Menhirland" c'est le projet gagnant

Dans le pays y'a des tas d'gens
Qui comme vous refusent le pouvoir de l'argent
C'est à leurs enfants qu'ils préfèrent penser
Et pour eux les menhirs protéger

Même si l'projet il est signé
Il est encore temps de manifester
Pour montrer que nous savons résister
Et comme à Plogoff nous pouvons gagner

Le dernier couplet sera celui qui dira :

A Carnac ils ont reculé
Et comme à Plogoff nous avons gagné !
Ainsi nos enfants pourront continuer
Tranquille et gratos à les visiter !

Al Louarn

Librairie du PB

(expéditions franco de port par correspondance sous 48 h)

NOUVEAUTÉ :
Une Bretagne responsable dans un monde solidaire
(38 F)

- **Autocollant Peuples d'Europe, avec 18 noms et drapeaux**
  (10 F le 1er, 6 F par exemplaire en plus)
- **Le Procès du centralisme**
  (38 F)
- **La Bretagne et les problèmes écologiques**
  (38 F)
- **Entre créole et breton, ces racines qui nous libèrent**
  D. Aupiais (80 F)
- **La résistance irlandaise**
  Roger Faligot (134 F)
- **Atlas de Bretagne**
  Skol Vreizh - 2e édition (175 F)
- **Le Breton, jeunesse d'une vieille langue**
  F. Morvannou "Tout sur le Breton ou presque" (45 F)
- **Les Bretons et la révolution. Elans et déceptions**
  (20 F)
- **Enezenn an Ervor**
  Fanch Peru (63 F)

Bon de commande à recopier ou à découper. Cocher les livres choisis
Règlement par chèque à joindre à l'ordre du :
PEUPLE BRETON, BP 301, 22304 LANNION cedex